

CAHIER DES CHARGES

GESTION INCLUSIVE ET DURABLE DES FORETS DU MAROC

-

Assistance technique pour le suivi de l'exécution du projet

AA-011722-001

Table des matières

1.	INFORMATIONS GÉNÉRALES.....	2
1.1	Pays partenaire et promoteur.....	2
1.2	Pouvoir adjudicateur et mandat/facilité/programme.....	2
1.3	Éléments d'information utiles concernant le pays partenaire	2
1.4	Programmes liés et autres activités des bailleurs de fonds	3
2.	OBJECTIFS ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS	5
2.1	Objectif général.....	5
2.2	Objectifs spécifiques.....	6
2.3	Résultats à atteindre par le consultant.....	7
3.	HYPOTHÈSES & RISQUES.....	7
3.1	Hypothèses qui sous-tendent le projet	7
3.2	Risques	8
4.	CHAMP D'INTERVENTION.....	9
4.1	Généralités	9
4.2	Travail spécifique.....	9
4.3	Gestion du projet	23
5.	LOGISTIQUE ET CALENDRIER	24
5.1	Lieu du projet	24
5.2	Date de début et période mise en œuvre	25
6.	BESOINS	25
6.1	Ressources humaines.....	25
6.2	Voyages et coûts annexes.....	28
6.3	Bureaux.....	28
6.4	Installations et équipement mis à disposition par le consultant.....	28
6.5	Bien d'équipement.....	28
6.6	Dépenses accessoires	28
6.7	Vérification des dépenses	29
7.	RAPPORTS.....	29
7.1	Rapports obligatoires.....	29
7.2	Présentation et approbation des rapports	31
7.3	Exigences de visibilité.....	31
8.	SUIVI ET ÉVALUATION.....	32
8.1	Définition d'indicateurs	32
8.2	Annexes	32
	ANNEXE A : INDICATEURS DE PERFORMANCE POUR LES PROJETS DANS LES PARCS NATIONAUX	33
	ANNEXE B.....	1

LISTE DES ABBREVIATIONS

AFD	Agence française de Développement
ANEF	Agence Nationale des Eaux et Forêts
AT	Assistance technique
BAD	Banque africaine de développement
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BERD	Banque Européenne pour le Reconstruction et le Développement
BM	Banque Mondiale
BV	Bassin Versant
CDC	Cahier des Charges
CE	Commission européenne
CF	Contrat de financement
CGES	Cadre de Gestion Environnemental et Social
CPCM	Consultant Procurement and Contract Management (Sélection des Consultants et Gestions des Contrats)
CV	Curriculum Vitae
DEF	Département des Eaux et Forêts
DRANEF	Directions Régionales de l'Agence Nationale des Eaux et Forêts
DPANEF	Directions Provinciales de l'Agence Nationale des Eaux et Forêts
EES	Evaluations environnementales stratégiques
EDFI	European Development Financial Institutions
EIE	Evaluations d'impact environnemental
EIES	Etudes d'impact environnemental et social
FAO	Food and Agriculture Organisation
FAR/PforR	Financement Axé sur les Résultats
FIDIC	Fédération Internationale Des Ingénieurs-Conseils
FIV	Facilité d'Investissement du Voisinage
FSC	Forest Stewardship Council
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GpM	Guide de la BEI pour la passation des marchés
IDH	Indice de Développement Humain
IFI	Institutions financières internationales
FMI	Fonds monétaire international
GLO	Direction Monde
HCP	Haut-Commissariat au Plan
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
MIP	Manuel d'Implémentation du Projet
NIP	Neighbouring Investment Platform
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PADIDZOF	Programme d'Appui au Développement Inclusif et Durable des Zones Forestières avec un montant
PAG	Plan d'action genre
PEFC	Pan European Forest Certification
PJ	Direction des projets
PIV	Plateforme d'Investissement pour le Voisinage
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPP	Partenariats Public-Privé
SIA	Evaluation de l'impact social
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UE	Union Européenne
UGP	Unité de Gestion du Projet
UGPO	Unité de Gestion de Projet par Objectif

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

1.1 Pays partenaire et promoteur

1.1.1 Le pays partenaire

Le Pays partenaire est le Royaume du Maroc

1.1.2 Le promoteur

Le promoteur est l'Agence Nationale des Eaux et Forêts (le « **Promoteur** » ou l'« **ANEF** »)

1.2 Pouvoir adjudicateur et mandat/facilité/programme

1.2.1 Le Pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir adjudicateur est la Banque européenne d'investissement (la « **BEI** » ou la « **Banque** »)

Banque Européenne d'Investissement
98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950, Luxembourg
Grand-Duché du Luxembourg

1.2.2 Le Mandat

Anciennement dénommée « Facilité d'investissement pour le voisinage », la Plateforme d'Investissement pour le Voisinage (PIV) (ou « Neighbouring Investment Platform (NIP) », en anglais) comble les déficits de financement critiques dans le voisinage méridional et oriental de l'Union Européenne (UE). L'objectif est de stimuler le développement économique et d'améliorer le niveau de vie des citoyens des régions concernées. Pour ce faire, il met en commun les subventions provenant du budget de l'UE et des États membres de l'UE et utilise ces fonds pour obtenir des prêts de la Banque européenne d'investissement et d'autres partenaires éligibles.

1.3 Éléments d'information utiles concernant le pays partenaire

Le Maroc a connu une croissance soutenue depuis 2017. En 2023, la croissance économique a atteint 3,4 %, tandis que le PIB réel s'est modéré à 2,4 % en glissement annuel au premier semestre 2024, principalement en raison d'une contraction de 4,8 % dans le secteur agricole, la production céréalière ayant chuté de 43% en raison de la sécheresse. En revanche, la croissance hors agriculture s'est maintenue à 3,3%. Selon les projections du Fonds monétaire international (FMI), l'économie marocaine devrait enregistrer une croissance de 2,8 % en 2024 et de 3,6 % en 2025.

La demande intérieure a montré des signes d'accélération, avec une consommation privée en hausse de 3,1% et une formation brute de capital fixe en augmentation de 6,7 % au premier semestre 2024. Ces résultats ont été soutenus par une forte baisse de l'inflation, qui est passée de 10,1% début 2023 à 1,7% en août 2024. En conséquence, la Banque centrale du Maroc (Bank al-Maghrib) a décidé de maintenir son taux directeur à 2,75% pour favoriser la stabilité économique.

Selon la Banque Mondiale (BM), malgré une conjonction de chocs majeurs — parmi lesquels la pandémie de COVID-19, une sécheresse prolongée, une forte inflation due à la flambée des prix des matières premières, et un tremblement de terre dévastateur —, le Maroc a su faire preuve d'une résilience économique remarquable, grâce à un cadre macroéconomique solide et à une réponse gouvernementale proactive. Néanmoins, selon les derniers chiffres publiés par le Haut-Commissariat au Plan (HCP), le taux de chômage a atteint un nouveau record de 13,7 % au premier trimestre 2024, contre 12,9% au même trimestre en 2023.

Le Maroc occupe la 120e place du classement du développement humain publié par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans son rapport 2023-2024, qui classe 191 pays. Le royaume a ainsi progressé de 3 places par rapport au rapport précédent. Avec un Indice de Développement Humain (IDH) de 0,698, le Maroc se situe derrière des pays comme l'Algérie, la Libye et la Tunisie, et possède un IDH classé comme "moyen".

La BEI est active au Maroc depuis 1979 et a ouvert son bureau à Rabat en 2005. Depuis le début de ses activités dans le pays, la BEI a signé plus de 8 milliards d'euros de prêts, dont 70% sont destinés aux infrastructures du secteur public. La Banque intervient principalement dans le cadre des mandats de prêts extérieurs de la Commission européenne. Sous le dernier mandat ELM MED (2014-2020), les financements annuels en faveur du Maroc ont en moyenne atteint 365 millions d'euros par an.

Du point de vue stratégique, ce projet s'inscrit dans le cadre du **Partenariat Vert UE-Maroc**¹ signé en 2022 et définissant le cadre général des actions prioritaires à mener entre le Maroc et tous les partenaires européens en vue d'une transition écologique et énergétique durable et juste.

Le secteur forestier au Maroc

Les forêts marocaines, couvrant plus de 9 millions d'hectares (soit 8% du territoire), constituent la pierre angulaire de la richesse écologique du pays. Elles abritent 70% des espèces végétales et animales nationales. Cependant, ces zones forestières sont menacées par plusieurs facteurs, notamment la surexploitation, le surpâturage, les incendies de forêt, la perte de biodiversité et le faible taux de reboisement. Le Maroc souffre également de la dégradation des sols (compactage, salinisation, perte de matière organique, envasement, etc.) et de la pollution croissante des eaux souterraines, en grande partie à cause des pratiques agricoles intensives, de la réduction du couvert végétal et de l'érosion hydrique. Les parcours (pâturages) sont eux aussi dégradés par une surexploitation pastorale, allant de 2 à 5 fois au-delà de leur capacité de régénération. Cette dégradation des forêts et des pâturages limite la rétention naturelle de l'eau et des nutriments dans les sols, réduit la capture du carbone et accélère les effets de la sécheresse.

Le secteur forestier soutient environ 50 000 emplois permanents et génère l'équivalent de 10 millions de journées de travail par an. Les biens et services associés à ce secteur représentent environ 1,55 milliard d'euros par an, dont 87% proviennent du secteur non commercial. Le niveau de vie de près de 7 millions de personnes, principalement dans les zones rurales, dépend fortement de la forêt, de ses ressources et de ses sous-produits.

Les écosystèmes forestiers fournissent une grande variété de produits et de services : approvisionnement en bois, produits non ligneux tels que le liège, les champignons, les plantes aromatiques et médicinales, ainsi que le bois de chauffage. La production de liège, par exemple, a atteint en moyenne 94 000 m³ par an entre 2012 et 2017, sur une superficie de 15 569 hectares.

Les espaces forestiers subissent des pressions anthropiques particulièrement fortes, notamment en raison des incendies de forêt, des coupes illégales, du prélèvement de bois de feu qui dépasse largement la production biologique (plus de 3 millions de tonnes par an), et de la surexploitation du fourrage dans les terres sylvo pastorales (deux à trois fois la capacité). Cela entraîne une dégradation du couvert forestier de 17 000 hectares par an, un taux de reboisement insuffisant (seulement 48% de réussite), une biodiversité en danger et une réduction du potentiel de production des produits forestiers.

La restructuration de l'administration centrale des forêts et de ses services déconcentrés, lancée en 2007, a permis de mieux suivre l'évolution du secteur forestier et d'améliorer les conditions de travail sur le terrain. Toutefois, bien que les services forestiers aient de plus en plus établi des partenariats avec des organisations d'usagers, des coopératives et des associations locales, certains conflits avec les populations dépendantes de la forêt n'ont pas été résolus. Cette question reste cruciale pour tout projet lié au secteur forestier. De même, les initiatives interprofessionnelles des entreprises forestières et du secteur du bois restent limitées et fragmentées. La participation active du secteur non étatique aux objectifs de la politique forestière demeure un enjeu central pour améliorer la gouvernance du secteur et pour engager les usagers dans une gestion partagée et durable des ressources forestières.

1.4 Programmes liés et autres activités des bailleurs de fonds

Réformes sectorielles

La stratégie « Forêts du Maroc 2020-2030 », lancée le 13 février 2020, définit une nouvelle vision pour le développement des espaces forestiers du pays pour la décennie à venir. Cette stratégie repose sur l'adoption d'un modèle de gestion inclusif, durable et générateur de richesse, qui place les populations usagères des zones forestières au cœur de la gestion des forêts.

¹ <https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2023/Partenariat%20Vert%20UE-Maroc-1ere%20annee%CC%81e%20de%20mise%20en%20oeuvre%20FR.pdf>

Les objectifs fixés à l'horizon 2030 incluent le repeuplement de 133 000 hectares de forêts, la création de 27 500 postes d'emplois directs supplémentaires, ainsi que l'amélioration des revenus des filières de production et de l'éco-tourisme, avec un objectif de valeur marchande annuelle de 470 millions d'euros.

La stratégie s'articule autour de quatre (4) axes principaux :

- 1) La création d'un modèle de gestion participative, associant activement les populations locales à la gestion des forêts ;
- 2) Le développement des espaces forestiers en fonction de leurs richesses écologiques et économiques ;
- 3) La promotion et la modernisation des métiers forestiers, à travers la création de pépinières forestières modernes et l'introduction de l'outil numérique dans la gestion du secteur ;
- 4) La réforme institutionnelle du secteur forestier, notamment par la qualification des ressources humaines, la mise en place d'un pôle de formation et de recherche, et la création d'une agence des eaux et forêts ainsi que d'une agence de conservation de la nature.

Cette stratégie prévoit également l'aménagement et la valorisation des dix parcs nationaux du pays, afin de garantir un développement économique et social en harmonie avec la préservation du patrimoine naturel, culturel et territorial, tout en promouvant l'écotourisme.

Pour mettre en œuvre cette stratégie, une nouvelle agence, l'Agence Nationale des Eaux et Forêts (l'« **ANEF** »), a été créée en 2020 pour remplacer le Département des Eaux et Forêts (DEF). L'ANEF est chargée de l'application de la législation et de la réglementation forestières, notamment en ce qui concerne la délimitation des espaces forestiers, la transformation sylvo- pastorale, la gestion de la chasse, de la pêche continentale et de l'aquaculture, ainsi que la protection des espèces de flore et de faune sauvages et des aires protégées.

Le projet financé par la BEI

La BEI, ainsi que d'autres institutions financières internationales (IFI), ont été invitées à contribuer à la mise en œuvre de la stratégie Forêts du Maroc 2020-2030, par le biais d'un prêt-cadre (le « **Prêt-cadre** ») d'un montant de 100 millions d'euros destiné à financer des investissements dans des infrastructures à forte intensité de capital, ainsi que dans des actifs non financiers pour soutenir et renforcer les capacités locales. Cette opération est structurée sous forme de financement parallèle avec la Banque africaine de développement (BAD) (100 millions d'euros), l'UE (14 millions d'euros) et les ressources propres du promoteur (30 millions d'euros).

Le projet proposé (le « **Projet** ») sera mis en œuvre sur une période de cinq ans (2024-2028) et se divise en trois axes principaux :

- **Axe 1** : Le premier axe couvrira **trois bassins versants** (Derna², Azaghar, Melloulou) et se concentrera sur la gestion durable de ces bassins pour : réduire l'érosion, assurer une gestion durable des ressources en eau, préserver la fertilité des sols, fournir des services écosystémiques agro-pastoraux, protéger les infrastructures contre les inondations et promouvoir des activités agricoles génératrices de revenus.
- **Axe 2** : Le deuxième axe concernera quatre parcs nationaux (**Haut Atlas oriental, Ifrane, Khénifra, Tazekka**) et visera à réhabiliter et restaurer les zones forestières dégradées, améliorer la productivité des terres agricoles à travers, en priorité, les pratiques agroécologiques et les solutions fondées sur la nature, optimiser la gestion des zones de pâturage et développer l'écotourisme ;
- **Axe 3** : Enfin, le troisième axe portera sur une assistance technique (AT) à l'ANEF, objet du présent cahier des charges.

Autres projets des bailleurs de fonds

- L'UE soutient la stratégie Forêts du Maroc 2020-2030 stratégie forestière à travers le programme Terre Verte, signé fin 2022, qui contient un appui budgétaire (EUR 104 millions) et de l'aide complémentaire (EUR 11 millions) sous forme d'AT, un jumelage et une subvention), orientés vers l'appui du nouveau cadre légal du secteur forestier (loi et décrets

² Au stade de la définition du projet, le sous bassin versant Tagzirt a été identifié comme prioritaire mais le choix final du ou des sous-bassin(s) versant(s) de Derna sera effectué ultérieurement.

d'application, etc), l'atteinte de près de 10 cibles de performances à atteindre entre 2023 et 2025, et l'accompagnement de la restructuration donnant lieu à la nouvelle agence ANEF (statut du personnel de l'ANEF, filiales pour les Parcs Nationaux, refonte du pôle de formation et de recherche forestières, statut des chercheurs forestiers, externalisation des services forestiers, contrôle de qualité et de la certification, etc).

- L'Agence française de Développement (AFD) soutient également la stratégie à travers trois instruments de financement : i) un Prêt sous forme d'appui budgétaire (EUR 100 millions ; ii) un don de EUR 3 millions sous forme d'appui technique ; et iii) un Financement du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (EUR 1,8 million pour soutenir le projet pilote Parc d'Ifrane. Le programme est en cours de mise en œuvre depuis 2022.
- La BM soutient un programme intersectoriel sous forme de Financement Axé sur les Résultats-FAR/PforR en appui à l'économie bleue où l'ANEF a été impliquée comme acteur clé au niveau du littoral d'Agadir au niveau de ce programme au stade d'identification.
- La BAD a approuvé en juillet 2024 son Programme d'Appui au Développement Inclusif et Durable des Zones Forestières avec un montant (PADIDZOF) complémentaire de cet appui de la BEI, de EUR 84 million.
- La FAO (USD 300.000) et la GIZ (EUR 4 millions) et la KFW (actions pilotes de restauration du BV de Tensift à travers les SFN) soutiennent également le secteur forestier.

Le Projet interviendra en complémentarité avec les opérations susmentionnées. Au niveau géographique, la zone choisie pour l'opération de la BEI sera complémentaire à celle des autres bailleurs de fonds. Par ailleurs, la nature des investissements proposés au niveau du projet seront complémentaires à ceux des autres opérations. Par exemple, l'AFD se concentre essentiellement sur la filière reboisement et sur la biodiversité tandis que l'appui de l'UE porte pour l'essentiel sur les questions institutionnelles telles le cadre législatif et réglementaire, l'organisation de l'ANEF, la gouvernance du secteur, la recherche et la formation.

2. OBJECTIFS ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS

2.1 Objectif général

A. Le Projet

Les objectifs généraux du Projet dont ce marché fait partie sont les suivants :

- i) Réduire l'érosion hydrique à travers des opérations de reboisement, de régénération assistée des écosystèmes forestiers dégradés ainsi qu'à travers la mise en place de corrections mécaniques dans les bassins versants de Derna-Tagzirt, Azaghar et Melloulou ;
- ii) Améliorer les conditions de vie de la population vivant dans les bassins versants à travers, par exemple, la distribution d'arbres fruitiers, de fours améliorés et de ruchers.
- iii) Contribuer au développement durable et le plus écologique possible des infrastructures de transport, d'accueil touristique et des infrastructures pour la réintroduction et la protection de la faune menacée dans les parcs nationaux de Tazekka, d'Ifrane, du Haut Atlas Oriental et de Khénifra.
- iv) Contribuer à l'entretien et à l'amélioration des chemins forestiers sur l'ensemble de la zone du projet.
- v) Contribuer au renforcement de la résilience des écosystèmes forestiers face aux risques climatiques et environnementaux (incendies de forêts, risques phytosanitaires, dépérissement forestier, dégradation des sols ...).

B. L'Assistance Technique

L'objectif général de l'AT est d'appuyer et de soutenir le Promoteur pour la préparation et la mise en œuvre du Projet. Cette assistance se décline en deux parties complémentaires :

- Partie I : Assistance à la maîtrise d'ouvrage, visant à renforcer les capacités opérationnelles de l'ANEF pour la mise en œuvre du Projet ;
- Partie II : Assistance intellectuelle, à travers des études permettant de répondre aux besoins spécifiques de l'ANEF dans le cadre du Projet.

Le présent marché consiste à sélectionner une équipe d'experts (ci-après le « **Consultant** ») qui va soutenir, au niveau central et régional, l'Unité de Gestion du projet (UGP) au sein de l'ANEF, et sur

terrain, les Directions Régionales de l'Agence Nationale des Eaux et Forêts (DRANEF) et les Directions Provinciales de l'Agence Nationale des Eaux et Forêts (DPANEF) pour la mise en œuvre du Projet ANEF-BEI (la « **Mission** »).

2.2 Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de la Mission sont les suivant(s) :

- **Objectif 1** : Appui à l'UGP au niveau central et UGP régionales, dans :
 - Etablissement des TDR pour la consultation des prestations de certaines études spécifiques ;
 - L'assistance au suivi de l'exécution des travaux ;
 - L'assistance à la gestion financière ;
 - L'assistance à la gestion des risques environnementaux et sociaux (E&S) ;
 - L'assistance à l'identification et la valorisation des actions biologiques en tenant compte de leur faisabilité technique, sociale et environnementale ;
 - Assistance aux appels aux manifestations de projet, sélection et accompagnement des bénéficiaires ;
 - Assistance à l'identification, définition et développement de la biodiversité des parcs ;
 - Assistance à l'analyse, le suivi-monitoring et la prévention contre les risques climatiques et environnementaux ;
 - Le soutien à la passation des marchés ;
 - Le soutien dans les opérations de contrôle et de gestion des décaissements ;
 - La mise en place d'un système de suivi et de reporting du projet ;
 - Le soutien à la préparation et à la mise à jour des plans de passation des marchés ;
 - La sélection, la préparation et le suivi des allocations au titre du prêt-cadre de la BEI.
- **Objectif 2** : Renforcement des capacités et le soutien du Promoteur au niveau central et décentralisé : DRANEF et DPANEF ;
- **Objectif 3** : Appui à l'élaboration d'un plan d'affaires pour l'ANEF en liaison avec le programme défini par la convention de financement et ce dans le respect de la biodiversité et de développement durable, notamment en ce qui concerne le développement des services environnementaux , l'écotourisme responsable, valorisation des produits du terroir et de l'artisanat local, ainsi que les services et concessions, éducation environnementale et tourisme scientifique et autres (diversification des sources de revenus de l'ANEF) ;
- **Objectif 4** : Appui à la mise en œuvre du plan d'action genre (PAG). Le PAG du projet BEI est actuellement élaboré par l'ANEF financé par la BEI (via l'ONG Value for Women³). Il se concentre sur les opportunités d'emploi et de moyens de subsistance pour les femmes dans le contexte de l'investissement de la BEI et contribuera à opérationnaliser la stratégie plus large de l'ANEF en matière d'égalité des sexes dans le secteur forestier, élaborée avec le soutien d'ONU Femmes. Le PAG se concentrera sur le parc national de Tazekka et les parcs nationaux du Haut Atlas Oriental, en s'appuyant sur les synergies avec les initiatives et activités déjà en cours ou planifiées axées sur l'égalité des sexes dans le parc national d'IFRANE (avec le Fond Français pour l'Environnement Mondial) et le parc national de Khénifra (avec l'Agence canadienne de développement international);
- **Objectif 5** : Soutien à la mise à jour des plans d'aménagement et de gestion des parcs nationaux, des bassins versants et autres plans thématiques (désertification, incendies de forêts, santé des forêts et de l'aquaculture), en liaison avec le programme défini par la convention de financement et en complément des actions entreprises par l'ANEF ainsi que d'appui des autres partenaires.

³ LINK to Plan d'Action Genre

2.3 Résultats à atteindre par le consultant

COMPOSANTE 1 : APPUI A L'UGP (ANEF ET SES DRANEFS)

- Résultat 1.1 : Plan d'action – Phase de démarrage
- Résultat 1.2 : Soutien à la passation des marchés et aux appels d'offre
- Résultat 1.3 : Suivi E&S du projet
- Résultat 1.4 : Suivi de la réalisation des travaux
- Résultat 1.5 : Système de suivi et de reporting du projet
- Résultat 1.6 : Suivi financier du projet

COMPOSANTE 2 : PLAN DE FORMATION

- Résultat 2.1 : Formation

COMPOSANTE 3 : PLAN D'AFFAIRE

- Résultat 3.1 : Plan d'affaire de l'ANEF en relation avec les projets du programme au niveau des PN et BV prévues dans la convention.

COMPOSANTE 4 : PLAN D'ACTION GENRE

- Résultat 4.1 : Augmentation de la participation des femmes et de leurs revenus
- Résultat 4.2 : Opérationnaliser une approche de gestion du patrimoine forestier sensible au genre
- Résultat 4.3 : Renforcer les capacités du personnel de l'ANEF, au niveau central et régional

COMPOSANTE 5 : PLANS D'AMENAGEMENT ET DE GESTION (PAG)

- Résultat 5.1 : mise à jour des plans d'aménagement et de gestion des Bassins Versants et des Parcs Nationaux en complément des actions entamées par l'ANEF ainsi que l'appui des autres partenaires.

3. HYPOTHÈSES & RISQUES

3.1 Hypothèses qui sous-tendent le projet

Les principales hypothèses qui sous-tendent cette opération d'AT sont les suivantes :

- Le succès de la mise en œuvre des activités d'AT repose sur le démarrage rapide des services de conseil et la production des résultats attendus dans les délais impartis. Il est nécessaire, pour mener ces activités à bon terme, que le Consultant puisse bénéficier de la collaboration pleine et entière de l'ANEF, tant au niveau central, régionale (DRANEF(s)) ainsi qu'au niveau provincial (DPANEF(s)), par des efforts conjoints avec les services de l'ANEF, et tout particulièrement de l'UGP, qu'au niveau décentralisé, avec les autorités régionales, la direction et le personnel des DRANEF(s) et DPANEF(s) qui bénéficieront du projet ;
- Les personnels de l'ANEF en charge du projet, les dirigeants et le personnel des DRANEF(s) et DPANEF(s) bénéficiaires, et les autres personnes concernées seront adéquatement informés et se rendront disponibles en temps opportun pour contribuer à la mise en œuvre du projet ;
- L'information relative au Projet, notamment en ce qui concerne la sélection des sous-projets des allocations, sera disponible et accessible en temps réel aux membres de l'AT ;
- Pour une mise en œuvre adéquate, les sites des sous-projets prévus dans le projet devront rester physiquement accessibles pendant toute la durée du projet. Les conditions de sécurité dans les régions concernées doivent permettre au Consultant d'exécuter la Mission ;
- Les conditions et modalités de décaissement telles que spécifiées dans le Contrat de financement et la Convention de subvention à l'investissement sont respectées ;
- Enfin, le soumissionnaire devra identifier, dans son offre technique, d'éventuelles hypothèses supplémentaires pouvant avoir des incidences importantes sur l'exécution de la mission et proposer des mesures d'atténuation.

3.2 Risques

Nature du risque	Niveau de risque	Commentaire
Retard dans la réalisation de la Mission d'AT	Elevé	Risque de retards dans l'exécution des tâches et dans l'approbation des actions par les principales parties prenantes.
Qualité des informations disponibles	Moyen	L'ANEF a fourni les informations principales nécessaires à l'exécution du programme d'AT. Cependant, certaines informations manquantes devraient pouvoir être complétées au fur et à mesure des travaux de l'AT.
Choix des sous-projets	Moyen	La géographie et les investissements prévus pour chaque sous-projet ne sont pas encore entièrement définis et peuvent être modifiés. L'AT devra vérifier que les sous-projets sélectionnés par l'ANEF dans le cadre des allocations respectent bien le projet et répondent aux critères d'éligibilité de la BEI.
Inefficacité dans la communication avec les départements de l'ANEF et les autres agences opérant au Maroc.	Faible	Aucun problème de communication n'a été relevé lors de la collaboration avec la mission d'étude préliminaire.
Le personnel de l'ANEF n'a pas les compétences ou le temps requis pour aider le Consultant.	Moyen	L'ANEF, qui souhaite vivement bénéficier de cette AT, a confirmé que du personnel compétent serait mis à disposition pour apporter son soutien et participer aux activités.
Manque de compétences du personnel de l'ANEF pour mettre en œuvre le projet	Moyen	L'ANEF dispose d'une expérience limitée dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des projets d'investissement, conformément aux exigences de la BEI. Le Consultant évaluera les compétences du personnel de l'ANEF, des DRANEF(s) et DPANEF(s) et organisera des formations, le cas échéant (ex : normes E&S) de la BEI, règles de passation de marchés de la BEI).
Insuffisance du personnel de l'ANEF, DRANEF(s) et DPANEF(s) pour mettre en œuvre un grand nombre de sous-projets	Moyen à élevé	L'AT visera à renforcer les capacités techniques et logistiques nécessaires pour suivre les sous-projets et soutenir les services techniques de l'ANEF, des DRANEF(s) et des DPANEF(s).
Respect des Normes Sécurité-santé sur les chantiers	Moyen à élevé	Une première version de la procédure de gestion du travail et du plan de santé et sécurité au travail a été produite et sera améliorée avant le premier décaissement.
Le niveau de sécurité n'est pas suffisant pour permettre aux contractants, au Consultant éventuel et agents de l'ANEF, DRANEF(s) et DPANEF(s) d'accéder aux sites des projets.	Moyen à élevé	Les sous-projets de chaque allocation seront choisis d'un commun accord entre le Consultant et l'UGP dans les zones concernées par le projet. Le choix des sous-projets prendra en compte l'accessibilité, afin de minimiser les risques pour la sécurité des entreprises, des agents de l'ANEF, des DRANEF(s) et des DPANEF(s), ainsi que de l'AT.

4. CHAMP D'INTERVENTION

4.1 Généralités

4.1.1 Description de la mission

Dans le contexte décrit ci-dessus, le Consultant travaillera en étroite collaboration avec l'UGP de l'ANEF pour :

- Renforcer la capacité de mise en œuvre de l'UGP et soutenir l'exécution du Projet lors des phases suivantes : (i) préparation des demandes d'allocation des sous-projets et des décaissements du prêt auprès de la BEI, et (ii) réalisation des travaux. L'AT veillera à garantir la conformité avec les règles et procédures de la BEI, notamment son guide de passation de marchés, ses lignes directrices sur la lutte contre la corruption, la fraude, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, ainsi que ses exigences en matière de rapports de projet et ses normes environnementales et sociales, en particulier en ce qui concerne la santé au travail, la santé publique, la sûreté et la sécurité, le travail, la réinstallation involontaire et l'engagement des parties prenantes.
- Soutenir l'ANEF dans son rôle de gestionnaire des ressources naturelles du Maroc en: (i) renforçant ses capacités internes par des formations ciblées ; (ii) élaborant un système de contrôle et d'évaluation des activités de l'ANEF ; et (iii) proposant un plan de diversification des revenus.
- Préparer les réunions du comité de pilotage (constitué par l'ANEF) et en rendre compte de manière systématique.

4.1.2 Zone géographique à couvrir

- ▶ DRANEF Fès Meknès et ses DPANEF(s);
- ▶ DRANEF Beni Mellal et ses DPANEF(s);
- ▶ DRANEF Draa – Tafilalet et ses DPANEF(s);
- ▶ DRANEF de l'Oriental et ses DPANEF(s)

4.1.3 Groupes cibles

L'AT travaillera en étroite collaboration avec l'UGP de l'ANEF, organisera des formations à l'intention de son personnel et veillera à ce que la chaîne de résultats du projet demeure une cible pour l'ANEF. Le Projet financé par la BEI bénéficiera, à travers la protection, la conservation et la restauration des ressources naturelles des Parcs Nationaux et Bassins Versants, à l'ensemble de la population des zones concernées. L'AT, par son soutien à l'ANEF, contribuera donc indirectement au maintien et à l'amélioration des conditions de vie de ces populations.

4.2 Travail spécifique

4.2.1 Activités spécifiques

Les activités du Consultant seront partagées de la façon suivante (voir détails ci-après) :

- Partie I: Assistance à la maîtrise d'ouvrage
- Partie II : Accompagnement technique et renforcement des capacités

<u>Partie I : Assistance à la maîtrise d'ouvrage</u>

TACHE 1 – LANCEMENT ET PLANIFICATION DE LA MISSION

Cette tâche comprend la mise en place initiale et la planification détaillée de la Mission. Elle inclut les actions suivantes :

SOUS-TACHE 1 1: MOBILISATION DES EQUIPES

Organisation et mise en place des équipes de travail.

SOUS-TACHE 1.2 : ORGANISATION DES BUREAUX

Préparation et aménagement des espaces nécessaires au bon déroulement de la mission.

SOUS-TACHE 1.3 : REUNIONS AVEC LES PARTIES PRENANTES

Tenue de rencontres pour assurer l'alignement et la coordination avec les différents acteurs du projet.

SOUS-TACHE 1.4 : REVUE ET FINALISATION DES DOCUMENTS PREPARES PAR L'ANEF POUR LE PREMIER DEBOURSEMENT

Validation des documents financiers et administratifs nécessaires pour le début des financements.

SOUS-TACHE 1.5 : ÉLABORATION DU RAPPORT INITIAL ET DU PLAN DE TRAVAIL

Rédaction d'un rapport de démarrage du projet, accompagné d'un plan d'action global.

Livrables tâche 1

1. **Manuel d'Implémentation du Projet (MIP)**, incluant :
 - *Un chapitre sur les procédures de passation de marché.*
 - *Un modèle de cahier des charges des travaux et services pour chaque type d'activités supportées par le projet.*
2. **Revue et finalisation du Cadre de Gestion E&S**, y compris le Document Cadre relatif à la Restauration des Moyens de Subsistance.
3. **Plan d'Engagement des Parties Prenantes** : Un document détaillant l'implication et la communication avec les parties prenantes du projet.
4. **Plan d'action** : Un plan détaillé de mise en œuvre du projet, incluant les étapes et les responsabilités.
5. **Renforcement des capacités du Promoteur** : Des formations dispensées pour renforcer les compétences techniques, environnementales, économiques et en matière de passation de marchés, avec les livrables suivants :
 - **Évaluation des besoins de formation** : Rapport sur les compétences à développer.
 - **Plan de formation et de renforcement des capacités** : Programme détaillé pour la formation.
 - **Dispense de formation** : L'exécution des sessions de formation.
6. **Système de suivi et de reporting du projet** : Mise en place d'un système pour suivre les progrès du projet en lien avec les indicateurs cibles.

TACHE 2 – APPUI A L'UGP (CENTRALE ET REGIONALES) POUR ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Cette tâche couvre la préparation, le suivi et la supervision des allocations du prêt-cadre, la préparation et le suivi des décaissements, ainsi que l'établissement des rapports.

SOUS-TACHE 2.1 : APPUI A LA SUPERVISION DE LA REALISATION DES TRAVAUX DU PROJET

Dans le cadre de cette sous-tâche, le Consultant assistera l'UGP centrale et les UGP régionales à appliquer les mesures contractuelles appropriées pour garantir la bonne mise en œuvre des travaux.

Les actions suivantes seront couvertes :

- **Termes de Référence des études spécifiques** : Assistance à l'établissement des termes de référence (TDR) pour permettre le lancement des consultations de certaines études spécifiques selon le besoin de l'ANEF.
- **Etudes de conception et d'exécution des projets** : Assistance à la vérification, contrôle et suivi des dossiers des études de conception et d'exécution des projets établis par les bureaux d'études engagés par l'ANEF.
- **Actions biologiques** : Assistance à l'identification, la définition et la valorisation des actions biologiques, sur la base des PAG, des études réalisées et de la réalité du terrain. Cette identification devra tenir compte de leur faisabilité technique, sociale et environnementale,
- **Appels aux manifestations de projets** : Assistance à la sélection des porteurs de projets et à l'accompagnement des bénéficiaires,
- **Biodiversité des parcs nationaux objet du projet** : Assistance à l'identification, définition et développement de la biodiversité des parcs.

- **Travaux d'exécution des projets** : Assistance au suivi, vérifications et contrôle des travaux d'exécution des projets en conformité aux cahiers de charges.
- **Vérification des métrés des travaux** : Vérification de la conformité des quantités et des spécifications des travaux selon les plans d'exécution approuvés.
- **Vérification de l'application du programme d'hygiène et de sécurité** : Assurer la stricte application des règles de santé, sécurité et d'hygiène sur les chantiers.
- **Coordination des travaux avec les infrastructures existantes** : Assurer la bonne coordination entre les nouveaux travaux et les infrastructures déjà en place.
- **Participation aux réunions périodiques de chantier** : Assister aux réunions de chantier régulières et veiller à la bonne gestion des procès-verbaux rédigés par la maîtrise d'œuvre ou le maître d'ouvrage.
- **Vérification des réceptions provisoires et définitives des ouvrages** : Vérifier la conformité des ouvrages lors des réceptions, qu'elles soient provisoires ou définitives.
- **Suivi des études environnementales et sociales** : Assurer que les études environnementales et sociales soient suivies et respectées pendant l'exécution des travaux.

Livrables Sous-tâche 2.1

1. **TDR des études spécifiques** : Les TDR des études spécifiques selon le besoin de l'ANEF pour permettre le lancement des appels d'offres.
2. **Rapport d'examen des études de conception** : les rapports d'examen et de contrôle des études de conception des projets précisant les principales dispositions à prendre en compte pour assurer la bonne exécution des travaux et leur réussite dans le respect de la qualité, des délais ainsi que des dispositions environnementales, de santé, de sécurité et d'hygiène.
3. **Actions biologiques** : Rapports justificatifs de l'identification, de la définition et de la valorisation des actions biologiques, détaillant les termes de références permettant le lancement et l'exécution des travaux,
4. **Appels aux manifestations de projets** : Les TDR permettant le lancement des appels à manifestations de projets ainsi que le rapport de sélection des porteurs de projets en définissant les mesures d'accompagnement à entreprendre,
5. **Biodiversité des parcs nationaux objet du projet** : Rapport justificatif de l'identification, de la définition et de la valorisation de la biodiversité des parcs, détaillant les termes de références permettant le lancement et l'exécution des travaux.
6. **Planification des travaux** : Les plannings barre de réalisation des travaux de chaque projet ainsi que les plannings prévisionnels des dépenses.
7. **Rapport mensuel de suivi des travaux par projet** : Rapports relatant l'état d'avancement mensuel des travaux ainsi que l'application des dispositions environnementales, de santé, d'hygiène et sécurité.
8. **Situation financière des projets** : Situations financières mensuelles des projets précisant les écarts entre les quantités métrées réalisés et les quantités des bordereaux des marchés ainsi que les explications nécessaires.

SOUS-TACHE 2.2 : SOUTIEN A LA PASSATION DE MARCHES

Cette tâche consiste à fournir un appui technique à l'UGP centrale et les UGPR régionales, dans toutes les étapes-clés de la passation des marchés du Projet. Les actions incluent entre autres :

- **Assistance à la Préparation de la documentation relative aux appels d'offres et aux appels à manifestations** : Soutien à la rédaction et à la préparation des documents nécessaires pour la mise en œuvre des appels d'offre et des appels à manifestations. En cas de besoin, le Consultant pourra être amené à rédiger, avec l'ANEF, certaines spécifications techniques relatives aux DAO correspondant à des opérations spécifiques.

- **Assistance à l'évaluation des offres** (en cas de besoin) : Assistance dans l'évaluation des offres reçues suite aux appels d'offres, en veillant à la transparence et à la conformité avec les procédures en vigueur.
- **Assistance aux Négociations et passations des marchés** (en cas de besoin) : Aide à la négociation des contrats et à la passation des marchés avec les prestataires, en garantissant le respect des exigences contractuelles.
- **Assistance à la préparation et la mise à jour du plan de passation des marchés** :
 - Assistance à la préparation et la mise à jour régulière du plan de passation des marchés en fonction des besoins du projet et des évolutions des financements BEI.
 - Aide dans la planification des appels d'offres en fonction des étapes du Projet et des financements BEI.
- **Assistance à la préparation des allocations (affectations)** : Aide à la préparation des allocations/affectations afférentes aux plans de passation des marchés selon le modèle de la convention.
- **Assistance à la rédaction des documents contractuels** : Assistance à la supervision et à la rédaction des documents contractuels nécessaires pour tous les services, équipements et constructions financés partiellement par le prêt de la BEI.

Livrables Sous-Tâche 2.2

1. **Plan de passation des marchés (PPM) et ses mises à jour** : Plans détaillant la stratégie et le calendrier de passation des marchés à fournir au besoin et en tous cas avant chaque demande d'allocation du prêt BEI.
2. **Demande des allocations/affectations du prêt BEI** : Les demandes d'allocation/affectation afférente au PPM, établies selon le modèle annexé à la convention, à fournir avec les PPM y afférent.
3. **Dossiers d'appel d'offre types** : Les dossiers d'appel d'offre types par nature des prestations désignées dans le PPM.
4. **DAO des opérations spécifiques** (en cas de besoin) : Dossier complet liée aux appels d'offres des opérations spécifiques selon le modèle du promoteur,
5. **Documents de passation de marchés** : Copie de la Documentation complète liée aux appels d'offres des projets, y compris les demandes de manifestations d'intérêt, les demandes de propositions, les documents de qualification, les documents d'appel d'offres, les contrats, avenants etc.

SOUS-TACHE 2.3 : SOUTIEN AU SUIVI E&S

Le Consultant apportera son expertise et son soutien au promoteur dans la rédaction des documents E&S et la réalisation des études nécessaires pour garantir la conformité aux normes et aux exigences du projet. Les actions principales incluent :

- **Rédaction des documents E&S** : Elaboration, en concertation avec l'ANEF, des documents environnementaux et sociaux en conformité avec le Cadre de Gestion Environnemental et Social (CGES), et mis à jour si nécessaire.
- **Plans de gestion environnementales et sociales (PGES)** : Etablissement, avec la contribution de l'ANEF, des plans de gestion environnementales et sociales des opérations spécifiques intéressant notamment la régénération et le reboisement prévues dans les différents PPM.
- **Application des normes sociales et environnementales de la BEI** : Soutien au promoteur pour assurer l'application correcte des normes sociales et environnementales imposées par la BEI.
- **Évaluation des risques climatiques** : Contribuer à la mise en place d'une procédure standard d'évaluation des risques climatiques et collaborer avec l'expert désigné pour l'évaluation de la vulnérabilité climatique (CRIA).
- **Élaboration des bilans finaux** : Rédaction des bilans environnementaux, des bilans des gaz à effet de serre (GHG), énergétiques et sociaux finaux du projet.

- **Reporting environnemental et social** : Assurer la collecte, l'analyse et la consolidation des données E&S issues des différentes composantes du programme, et produire les rapports périodiques (trimestriels, semestriels et annuels) conformément aux exigences de la BEI et aux procédures internes de l'ANEF.

Livrables Sous-Tâche 2.3

1. **Études ponctuelles** : Réalisation des études spécifiques si nécessaire, telles que des études environnementales, climatiques, sociales, y compris l'interprétation de données satellite.
2. **Plan de Suivi des Dispositions Environnementales et Sociales (PSDES)**
3. **Plans de restauration des moyens de subsistance** : Des plans visant à restaurer et améliorer les moyens de subsistance des populations impactées par le projet.
4. **Plans de gestion environnementales et sociales (PGES)** des opérations prévues au niveau des Parcs Nationaux et Bassins Versants dans le périmètre du projet.
5. **Rapports périodiques de suivi environnemental et social.**
6. **Bilans finaux (environnementaux, sociaux, etc.)** : Rédaction des bilans finaux détaillant les impacts environnementaux, sociaux, énergétiques et autres, afin de clôturer le processus d'évaluation.

SOUS-TACHE 2.4 : SOUTIEN A LA GESTION FINANCIERE DU PROJET

Cette tâche vise à garantir une gestion financière efficace et transparente tout au long du Projet. Le Consultant apportera son expertise dans les domaines suivants :

- **Préparation et suivi des décaissements** : Assurer que les décaissements sont bien préparés et suivis conformément aux exigences du projet.
- **Vérification et approbation des paiements du Compte Spécial** : Contrôler et approuver les paiements effectués à partir du Compte Spécial, en veillant à leur conformité avec les règles du projet.
- **Documentation associée aux paiements** : Garantir que les paiements aux entreprises sont bien documentés et correctement référencés dans le budget du projet.
- **Suivi financier du prêt et de la subvention de l'UE** :
 - Assurer un suivi précis du prêt et de la subvention d'investissement alloués par l'Union Européenne (UE), et préparer les modèles des rapports et des états financiers.
 - Elaborer les rapports financiers (trimestriels, semestriels et annuels).
 - Etablir les états financiers d'exécution du projet.
- **Audit externe annuel** : Organiser un audit externe annuel pour garantir la transparence et la conformité des processus financiers du projet.

Livrables Sous-Tâche 2.4

1. **Rapports et états financiers** : Des rapports et états financiers élaborés (trimestriels, semestriels et annuels) pour suivre l'exécution financière du projet.
2. **Documentation des paiements** : La documentation complète et les références des marchés passés pour les travaux, y compris leur lien avec le budget du Projet.
3. **Audit externe annuel** : Rapports d'audit externe réalisés chaque année pour vérifier la conformité et la gestion des ressources financières du Projet.

SOUS-TACHE 2.5 : MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GENRE (PAG)

Le Consultant sera chargé de soutenir le Projet à travers diverses étapes essentielles pour garantir l'intégration et la participation des femmes, tout en renforçant les capacités des partenaires et des acteurs locaux. Les activités comprennent :

- **Suivi du volet opérationnel du PAG** : Élaboration des TDR et suivi des actions visant à renforcer la participation des femmes dans les activités économiques.

- **Renforcement des capacités institutionnelles et locales** : Organisation de sessions de partage de connaissances sur les projets ciblant spécifiquement les femmes avec des partenaires internationaux, formation des équipes régionales sur la collecte et l'analyse des données ventilées par genre, ainsi que des formations sur la santé, la sécurité au travail, la violence et le harcèlement sexuel.
- **Révision et amélioration des processus institutionnels** : Appui à l'ANEF pour la formalisation et le renforcement des structures de gestion de la stratégie institutionnelle de genre, révision des procédures de gestion des plaintes et du processus de compensation, et intégration de champs obligatoires liés au genre dans le système informatique de l'ANEF.
- **Intégration des besoins spécifiques des femmes** : Amélioration des politiques et pratiques de travail pour répondre mieux aux besoins des femmes, et mise en place de mécanismes de retour d'information via des enquêtes de satisfaction annuelles des employés.
- **Suivi et évaluation** : Suivi régulier de l'avancement du projet avec un accent particulier sur la participation des femmes et l'intégration du genre, pour ajuster les stratégies en fonction des résultats obtenus.

Livrables Sous-Tâche 2.5

1. **Sessions de formation et sensibilisation** : *Compte rendu des sessions de partage de connaissances et des formations organisées, y compris les résultats de l'évaluation de ces sessions.*
2. **Études de marché et analyses sectorielles** : *Rapports d'études de marché sur la participation des femmes dans les chaînes de valeur agricoles et revue de la littérature sur la gestion participative du patrimoine forestier.*
3. **Améliorations des processus institutionnels** : *Documentation des actions de renforcement des structures de gestion de la stratégie de genre et révision des procédures institutionnelles liées au genre.*
4. **Politiques améliorées et mécanismes de retour d'information** : *Documents relatifs à l'amélioration des politiques de travail pour les femmes et les mécanismes de retour d'information via les enquêtes de satisfaction.*
5. **Rapport d'impact environnemental et social** : *Si applicable, étude d'impact environnemental et social et plan d'action pour les mesures correctives.*
6. **Rapports de suivi et évaluation** : *Rapports de suivi réguliers sur l'avancement des actions, notamment sur l'intégration du genre et la participation des femmes.*

TACHE 3 – RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'ANEF ET DES DRANEF(S)

Cette tâche consiste à renforcer les capacités techniques, environnementales, économiques et en matière de passation de marchés des équipes de l'ANEF. Le Consultant organisera des formations, des échanges d'expertise technique sur site, ainsi que des activités de renforcement des capacités pour améliorer les compétences du personnel.

Le Consultant devra identifier les besoins immédiats et proposer des thèmes de formation liés au renforcement des capacités de l'UGP et/ou à l'élaboration de procédures de projet afin d'assurer la mise en œuvre des activités du projet et l'élaboration des mesures proposées pour répondre à ces besoins (le « **Plan de formation** ») dans une limite de 150 000 EUR financés au travers des Dépenses Accessoires, y inclus les formations à l'étranger (max. 50 000 EUR). **Le Consultant devra s'assurer de l'adéquation entre le cadre de la formation et le poste et les besoins d'apprentissage du/des participant(s) de l'ANEF, afin d'assurer un impact maximal/durable.**

Le matériel de formation et l'ordre du jour doivent être approuvés par le promoteur **et la BEI** au moins 10 jours avant le début de chaque cours de formation. Le nombre de jours de formation et le nombre de participants à chaque formation devront être estimés lors de la phase préalable d'identification des besoins en préalable à l'exécution. Les coûts associés à la tenue des formations (y compris les coûts encourus par le personnel du promoteur pour y participer) seront pris en charge par le Consultant dans le cadre du budget des Dépenses Accessoires (§6.6).

Outre une liste de formations formelle, le Consultant organisera des formations informelles au gré des activités quotidiennes des experts. Le temps dévolu à ces formations informelles doit être comptabilisé dans les temps de travail de ces experts.

Les actions incluent :

SOUS-TACHE 3.1 : FORMATIONS

Des sessions de formation formelles ciblées seront organisées sur des aspects techniques, environnementaux, économiques et de passation de marchés, afin d'améliorer l'expertise du personnel de l'ANEF. La formation formelle sera ponctuelle et devra donc être chiffrée et comptabilisée comme telle - voir §6.6 concernant les Dépenses Accessoires. Les formations seront planifiées en fonction des besoins identifiés par le Consultant (formations possibles : passation des marchés, gestion des projets de construction et forestiers, bioclimatique, santé/sécurité des ouvriers sur les chantiers de construction etc...)

SOUS-TACHE 3.2 : ÉCHANGES D'EXPERTISE TECHNIQUE SUR SITE

Des échanges pratiques seront aussi réalisés pour permettre au personnel de l'ANEF de se familiariser avec des approches et des technologies avancées dans le domaine de la gestion forestière, ressources naturelles et des projets connexes.

SOUS-TACHE 3.3 : RENFORCEMENT DES CAPACITES

Le Consultant mettra en place le Plan de formation du personnel de l'ANEF, en fonction des évaluations des besoins de formation.

SOUS-TACHE 3.4 : MISSIONS D'ÉCHANGES AU MAROC ET A L'ÉTRANGER

Des missions d'échanges, tant au Maroc qu'à l'étranger (voir budget de Dépenses Accessoires), seront organisées pour le personnel de l'ANEF, dans le but d'introduire de nouvelles technologies et de renforcer les compétences en lien avec les missions et attributions de l'ANEF. Ces missions seront effectuées dans des pays à identifier durant la mission d'AT par le personnel de l'ANEF, et à désigner par l'UGP, en accord avec la BEI. Le choix des différentes destinations et programmes de visites sera effectué par l'AT en étroite coordination avec l'UGP (et la BEI, le cas échéant) et visera des expériences similaires et pertinentes en rapport avec les composantes du projet

Livrables Tâche 3

1. **Évaluation des besoins de formation** : Un rapport détaillant les besoins en formation identifiés pour le personnel de l'ANEF dans les domaines techniques, environnementaux, économiques et de passation de marchés.
2. **Plan de formation et de renforcement des capacités** : Un plan de formation structuré, spécifiant les modules de formation, les objectifs, le calendrier et les ressources nécessaires pour renforcer les compétences du personnel de l'ANEF.
3. **Dispense de formation et missions** : Les sessions de formation et missions d'échange organisées, accompagnées des rapports et évaluations des formations réalisées, incluant les retours des participants et les résultats obtenus.

TACHE 4 – COORDINATION

Le Consultant assurera la coordination entre les activités de travaux et les différentes parties prenantes du projet, telles que l'ANEF, l'UE, la BEI, et les autres partenaires. L'objectif principal est de garantir que la sélection des allocations, comprenant l'ensemble des sous-projets, soit conforme au projet global et respecte les critères d'éligibilité de la BEI, tout en étant cohérente avec le planning des travaux prévus et les autres projets en cours. La tâche inclut les actions suivantes :

SOUS-TACHE 4.1 : COORDINATION AVEC LES ASSISTANCES TECHNIQUES

Le Consultant veillera à une coordination étroite avec les autres assistances techniques qui pourraient être déployées auprès de l'ANEF, en particulier concernant l'écotourisme et les plans d'affaires associés.

SOUS-TACHE 4.2 : CONCERTATION OPERATIONNELLE

Le Consultant facilitera une concertation opérationnelle continue entre les différentes assistances techniques, l'UE et l'UGP, assurant une complémentarité dans les actions menées.

SOUS-TACHE 4.3 : PARTAGE D'INFORMATION ET SUIVI

Le Consultant mettra en place un système de partage d'information régulier entre les équipes et identifiera des indicateurs de suivi communs pour évaluer l'avancement du projet de manière cohérente.

SOUS-TACHE 4.4 : PLAN DE COMMUNICATION UNIFIE

Le Consultant élaborera un plan de communication autour de son action et du projet, ayant pour objectifs de valoriser le projet auprès des bénéficiaires au niveau local, auprès de la population générale marocaine et également au sein de l'UE. Le plan de communication visera à prévoir, au début du projet, l'ensemble des événements et des supports à développer durant et après la fin du projet. Ce plan de communication est limité à l'action de l'AT et de l'UGP de l'UNEF (le « **Plan de communication** »). Il sera élaboré en étroite collaboration avec le département Communication de la BEI et devra être validé par la BEI avant implémentation. Les coûts associés à la mise en œuvre des activités de communication se feront dans le cadre du budget des dépenses accessoires, comme indiqué dans la section 6.6 ci-après.

Livrables Tâche 4

1. **Rapports de coordination des sous-projets** : Rapports détaillant la coordination entre les différents acteurs, les sous-projets sélectionnés et la conformité avec le projet et les critères de la BEI.
2. **Rapports de concertation et partage d'informations** : Documentations sur les réunions de concertation entre les assistances techniques et les rapports sur les mécanismes de partage d'information mis en place.
3. **Indicateurs de suivi communs** : Une liste d'indicateurs communs de suivi, permettant d'évaluer de manière cohérente les progrès du projet en lien avec les activités de l'ANEF et des autres assistances techniques.
4. **Plan de communication unifié** : Le plan de communication unifié pour garantir une diffusion fluide et cohérente des informations aux bénéficiaires.
5. **Diagnostic des actions en cours** : Un diagnostic des actions en cours réalisées par les autres assistances techniques, pour assurer la complémentarité et l'alignement dans la gestion des Parcs Nationaux.
6. **PAG** : Complémentarité dans l'actualisation des PAG des Parcs Nationaux et des Bassins Versants ainsi que l'aquaculture.

PARTIE 2. ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE ET RENFORCEMENT DE CAPACITES

TACHE 5 : APPUI AU DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DU PROJETS ET DES FILIERES

Cette tâche consiste à renforcer les capacités techniques, environnementales, économiques et en matière de passation de marchés des équipes de l'ANEF.

Le Consultant mobilisera les experts nécessaires pour appuyer l'ANEF dans les actions suivantes : BV, reforestation, risques climatiques, biodiversité et organisera des formations, des échanges d'expertise technique sur site, ainsi que des activités de renforcement des capacités pour améliorer les compétences du personnel. Les actions incluent :

SOUS-TACHE 5.1 : BASSIN VERSANT

Dans le cadre du renforcement de ses orientations stratégiques, l'ANEF prévoit la révision du Plan National d'Aménagement des Bassins Versants (PNABV), dont les termes de référence sont déjà élaborés. Une partie de cette révision sera prise en charge dans le cadre d'un autre partenariat. L'Assistance Technique appuiera l'ANEF dans la révision de ce plan en mobilisant l'expertise nécessaire pour prendre en charge les volets non couverts par les autres partenaires. À cette fin, elle réalisera préalablement un état des lieux des actions déjà menées ou en cours d'exécution, de manière à garantir la cohérence, la complémentarité et l'exhaustivité du processus de révision.

SOUS-TACHE 5.2 : REFORESTATION

La réussite des programmes de reforestation constitue un axe stratégique majeur de la stratégie «*Forêts du Maroc 2020-2030*», tant en termes de restauration des écosystèmes forestiers que de résilience face aux changements climatiques, de lutte contre la dégradation des terres et de valorisation durable des ressources forestières.

Toutefois, l'expérience opérationnelle a mis en évidence que les taux de réussite des plantations demeurent fortement conditionnés par l'adéquation entre les caractéristiques écologiques des stations à planter (climat, sol, topographie, pression anthropique, stress hydrique, etc.) et les

itinéraires techniques adoptés (choix des essences et provenances, préparation du sol, type de plants, densité, période et techniques de plantation, entretien et protection).

Dans ce contexte, il s'avère indispensable de recourir à une assistance technique spécialisée visant à concevoir, structurer et opérationnaliser une typologie des stations à planter, fondée sur une analyse intégrée des contraintes écologiques, climatiques et socio-territoriales. Cette typologie devra permettre une meilleure adéquation entre les caractéristiques des stations et les itinéraires techniques de reforestation à adopter, en vue d'améliorer significativement les taux de reprise et de réussite des plantations, et ce en parfaite cohérence avec les orientations, objectifs et ambitions de la stratégie « Forêts du Maroc 2020-2030 ».

SOUS-TACHE 5.3 : RISQUES CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

Dans le cadre de cette tâche, le Consultant appuiera l'ANEF pour l'actualisation, le renforcement et la mise en œuvre des plans d'action et des stratégies de prévention et de gestion des risques climatiques et environnementaux. Cet appui portera en particulier sur les risques liés aux incendies de forêts, aux risques phytosanitaires et à la dégradation des terres, en tenant compte des effets du changement climatique, de l'évolution des écosystèmes forestiers et des pressions anthropiques.

Le Consultant contribuera notamment à :

- Appuyer la déclinaison opérationnelle et territoriale des plans d'action à travers des outils techniques, des procédures et des mécanismes de suivi adaptés (notamment le Schéma régional de la gestion intégrée des incendies de forêts, PANLCD...) ;
- Appui à l'Intégration de la dimension risques climatiques forestiers dans les outils de planification et de gestion forestière afin de renforcer la résilience des écosystèmes.
- Appui à la certification des systèmes de management de la qualité (ISO, COSO ou référentiels équivalents) du Centre National de gestion des risques climatiques et environnementaux, incluant l'accompagnement des équipes, la formalisation des procédures et la préparation aux audits de certification.
- Appuyer à la mise en place de l'Observatoire National de la Désertification de la Dégradation des Terres.
- Renforcer les capacités de surveillance, d'analyse et de gestion opérationnelle des risques sanitaires forestiers, en lien direct avec les dispositifs nationaux de veille et de suivi existants.

SOUS-TACHE 5.4 : BIODIVERSITE ET ECOTOURISME

Le Consultant veillera à l'accompagnement technique des équipes de l'ANEF pour mettre en œuvre les programmes d'aménagement et de gestion des parcs nationaux notamment les programmes de conservation de la biodiversité, de la faune et ses habitats ainsi que la valorisation écotouristique par l'aménagement, l'accueil, l'animation nature et le développement des chaînes de valeurs qui lui sont liées.

SOUS-TACHE 5.5 : AQUACULTURE

La présente sous-tâche portera sur la mobilisation d'experts spécialisés dans le domaine de l'entrepreneuriat aquacole afin d'appuyer l'ANEF dans la mise en œuvre des actions portant sur le développement de la filière aquacole continentale, inscrites dans le projet.

Le Consultant apportera un appui direct à la mobilisation et à la coordination de l'expertise technique nécessaire à plusieurs niveaux :

- Accompagnement technique des entrepreneurs aquacoles : appui à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des projets portés par des coopératives et des PME, en assurant un encadrement technique, économique et environnemental conforme aux standards de durabilité ;
- Appui à la mise en œuvre des projets structurants : mobilisation d'experts pour accompagner la mise en œuvre opérationnelle des projets aquacoles pilotes, notamment les centres d'excellence de production aquacole et de formation sur les métiers de l'aquaculture continentale, et pour veiller à leur intégration dans les réseaux régionaux de formation et de production ;
- Appui à la valorisation de la chaîne de valeur aquacole : mobilisation d'expertise dans la transformation, la commercialisation et la promotion des produits aquacoles, y compris le développement de labels, circuits de distribution et partenariats commerciaux ;

- Appui à la gouvernance et au dialogue public-privé : organisation et animation de cadres de concertation et de dialogue entre acteurs publics, privés et associatifs, en vue de stimuler l'investissement et la structuration de la filière ;
- Appui au cadrage du programme entrepreneurial : contribution à la normalisation des procédures relatives aux appels à manifestation d'intérêt pour l'octroi d'appuis techniques, financiers ou pour la gestion déléguée des infrastructures aquacoles.

SOUS-TACHE 5.6 : FILIERES FORESTIERES

Pour assurer la réalisation effective des actions inscrites dans le programme, et garantir une mise en œuvre cohérente, structurée et efficace, le Consultant appuiera l'ANEF sur les trois axes suivants:

1. Appui méthodologique à la préparation et à la mise en œuvre des études (structuration des filières, modernisation de la commercialisation, instruments de financement, etc.) ;
2. Accompagnement à la structuration des principaux acteurs des filières et la constitution de l'interprofession, des organismes de développement forestier et des coopératives (appui organisationnel, gouvernance, contractualisation) ;
3. Conception et déploiement de programmes de formation et d'incubation adaptés aux besoins des femmes et des jeunes au sein des chaînes de valeur forestières (ingénierie de formation, coaching, capitalisation des bonnes pratiques).

Les appuis mentionnés dans les sous-tâches 5.1 à 5.6 seront sollicités au fur et à mesure, à la demande de l'ANEF. Chaque appui fera l'objet de TDR spécifiques, spécifiant le nombre des H-J nécessaires ainsi que les profils de l'expertise requise pour sa réalisation. Les livrables seront spécifiés et détaillés au niveau de chaque TDR.

A titre indicatif, ces livrables porteront notamment sur les aspects suivants :

Livrables tâche 5

1. **PLAN NATIONAL D'AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS (PNABV) :** *Des rapports d'expertises techniques ciblées portant sur les volets non pris en charge par les autres partenaires*
2. **REFORESTATION :** *Un document de référence définissant une typologie opérationnelle des stations de reforestation et un guide technique proposant, pour chaque type de station identifié, les itinéraires techniques de reforestation les plus adaptés pour améliorer les taux de réussite des plantations en vue d'atteindre les objectifs escomptés de la stratégie Forêts du Maroc.*
3. **BIODIVERSITE ET ECOTOURISME :** *Production du plan de mise en œuvre les programmes d'aménagement et de gestion des parcs nationaux.*
4. **RISQUES CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX :**
 - *Plans d'action opérationnels et territorialisés des risques climatiques et environnementaux : Schéma régional de gestion intégrée des incendies de forêts, PANLCD actualisé et territorialisé ;*
 - *Système de management de qualité et certification (ISO, COSO..) du Centre National de gestion des risques climatiques et environnementaux ;*
 - *Cadre de mise en place de l'Observatoire National de la Désertification et de la Dégradation des Terres (Note conceptuelle et architecture fonctionnelle, organisationnelle et technique de l'observatoire) ;*
 - *Guide référentiel sur l'intégration systématique des risques climatiques et sanitaires dans les outils de planification et de gestion forestière.*
5. **AQUACULTURE :** *Rapports globaux d'appui technique couvrant la mobilisation des experts, la mise en œuvre des projets aquacoles structurants, l'accompagnement des entrepreneurs, la normalisation des procédures et la valorisation de la chaîne de valeur, assorti de recommandations stratégiques pour la pérennisation du programme d'entrepreneuriat aquacole.*
6. **FILIERES FORESTIERES :** *Rapports globaux sur :*
 - *La méthodologie à la préparation et à la mise en œuvre des études,*

- *L'accompagnement à la structuration des principaux acteurs des filières et la constitution de l'interprofession, des organismes de développement forestier et des coopératives (appui organisationnel, gouvernance, contractualisation) ;*
- *La Conception et déploiement de programmes de formation et d'incubation adaptés aux besoins des femmes et des jeunes au sein des chaînes de valeur forestières (ingénierie de formation, coaching, capitalisation des bonnes pratiques)*

TACHE 6 – SOUTIEN A LA DIVERSIFICATION DES RECETTES DE L'ANEF

Cette tâche implique la réalisation d'études approfondies sur plusieurs domaines clés, afin de fournir des recommandations et des modèles économiques pour le développement durable des activités de l'ANEF, et ce dans le respect de la biodiversité et de développement durable, notamment en ce qui concerne le développement des services environnementaux, l'écotourisme responsable, valorisation des produits du terroir et de l'artisanat local, et services et concessions, éducation environnementale et tourisme scientifique et autres (diversification des sources de revenus de l'ANEF)

Sous-Tâche 6.1 : Monétisation des services environnementaux

Réalisation d'une étude qui portera sur la faisabilité de la monétisation des services environnementaux, en explorant les modèles économiques possibles, en particulier ceux liés à la biodiversité, au carbone et à d'autres services écologiques.

Sous-Tâche 6.2 : Développement de l'écotourisme responsable

Une étude sera menée pour évaluer le potentiel de l'écotourisme, en tenant compte de la sensibilité des écosystèmes naturels et des impératifs de conservation. Cela inclut l'identification d'opportunités économiques tout en respectant les principes écologiques.

Sous-Tâche 6.3 : Études de marché et partenariats public-privé (PPP)

Une analyse de marché sera réalisée pour identifier les opportunités de partenariats public-privé, en particulier pour soutenir l'entrepreneuriat, en excluant les entreprises forestières déjà soutenues par le projet Terre Verte.

Sous-Tâche 6.4 : Valorisation des produits du terroir et de l'artisanat local

Une analyse de marché sera réalisée pour identifier les produits de terroir et de l'artisanat local à valoriser et proposer les pistes et les moyens pour valoriser et développer cette activité.

Sous-Tâche 6.5 : Développement de l'entrepreneuriat aquacole et structuration de la filière

Réalisation d'une étude visant à identifier, analyser et structurer les activités et projets liés à la pêche, à l'aquaculture continentales, au domaine forestier et à la chasse touristique susceptibles de générer des recettes au profit de l'ANEF. Cette étude portera à la fois sur l'évaluation des recettes existantes et sur l'exploration des nouvelles opportunités entrepreneuriales, notamment dans les domaines de l'écotourisme halieutique, de l'aquaculture continentale et des services associés. Elle appréciera le potentiel économique, social et environnemental de chaque activité et définira les modèles de partenariats, de concessions ou de délégations les plus pertinents. L'étude aboutira à la proposition d'un portefeuille priorisé de projets, accompagné d'un plan d'action opérationnel à court et moyen terme destiné à optimiser les revenus actuels et à établir un modèle d'affaires durable et rentable pour l'ANEF dans le développement de cette filière

Livrables Tâche 6

1. **Plan d'affaires de l'ANEF** : Un plan d'affaires détaillé pour l'ANEF en relation avec les ressources générées par la valorisation de la biodiversité, l'écotourisme, l'entrepreneuriat forestier et aquacole, les filières forestières et la chasse touristique, fondée sur les résultats des études exploratoires, incluant les stratégies de développement et intégrant des solutions basées sur la nature. Ce plan d'affaire devra être fait en synergie avec le programme de jumelage Terre Verte.
2. **Stratégie d'écotourisme responsable** : Un document stratégique définissant les approches et actions à mettre en place pour développer l'écotourisme et générer des recettes tout en garantissant la préservation des écosystèmes naturels.
3. **Étude sur la monétisation des services environnementaux** : Une étude détaillée sur la faisabilité de la monétisation des services environnementaux, notamment les revenus générés par les solutions basées sur la nature (carbone, biodiversité, etc.).

4. **Étude sur les opportunités de PPP et entrepreneuriat** : Un rapport détaillant les opportunités de partenariats public-privé et soutenant l'entrepreneuriat dans les secteurs associés à la conservation, en excluant les projets déjà soutenus par Terre Verte.
5. **Étude de Valorisation des produits du terroir et de l'artisanat local** : Un rapport détaillant les analyses de marché réalisées pour identifier les produits forestiers à valoriser ainsi que les propositions des pistes et des moyens pour leur développement.
6. **Étude sur l'entrepreneuriat aquacole et la structuration de la filière** : Un rapport présentant le portefeuille des projets aquacoles et halieutiques à potentiel de recettes pour l'ANEF et le plan d'action opérationnel associé.

4.2.2 Calendrier

Le tableau ci-dessous présente le calendrier programmé pour l'exécution des tâches prévues dans le présent cahier des charges. Le Consultant élaborera sa propre proposition en fonction de ces recommandations et de sa propre expérience :

Composante / Tâche	Période d'implémentation (N° mois)	Livrables
TACHE 1 : LANCEMENT ET PLANIFICATION DE LA MISSION	1 – 6	
Sous-Tâche 1.1 : Mobilisation des équipes	1	Livrables Tâche 1 : <ul style="list-style-type: none"> - Manuel d'Implémentation du Projet (MIP) (<u>Mois 1</u>) - Revue et finalisation du Cadre de Gestion Environnemental et Social (<u>Mois 1</u>) - Plan d'Engagement des Parties Prenantes (<u>Mois 2</u>) - Plan d'action (<u>Mois 2</u>) - Renforcement des capacités du Promoteur (<u>Mois 2</u>) - Système de suivi et de reporting du projet (<u>Mois 2</u>)
Sous-Tâche 1.2 : Organisation des bureaux	1	
Sous-Tâche 1.3 : Réunions avec les parties prenantes	2	
Sous-Tâche 1.4 : Revue et finalisation des documents pour le premier déboursement	2	
Sous-Tâche 1.5 : Élaboration du rapport initial et du plan de travail	2	
TACHE 2 : APPUI A L'UGP POUR ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET	1 – 40	
Sous-tâche 2.1 : Appui à la supervision de la conception et de la réalisation des travaux du projet	1-36	Livrables Sous-tâche 2.1: <ul style="list-style-type: none"> - TDR des études spécifiques (selon avancement du projet). - Rapport d'examen des études de conception (selon avancement du projet). - Actions biologiques (selon avancement du projet). - Appels aux manifestations de projets (selon avancement du projet). - Biodiversité des parcs nationaux objet du projet (Mois 12). - Planification des travaux (selon avancement du projet). - Rapport mensuel de suivi des travaux par projet (selon avancement du projet). - Situation financière des projets (selon avancement du projet).

Composante / Tâche	Période d'implémentation (N° mois)	Livrables
Sous-tâche 2.2 : Soutien à la passation de marchés	1-40	<u>Livrables Sous-Tâche 2.2 :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Plan de passation des marchés (PPM) et ses mises à jour (selon avancement du projet). - Demande des allocations/affectations du prêt BEI (selon avancement du projet). - Dossiers d'appel d'offre (selon avancement du projet). - DAO des opérations spécifiques (en cas de besoin). - Documents de passation de marchés (selon avancement du projet).
Sous-tâche 2.3 : Soutien au suivi E&S	1-40	<u>Livrables Sous-Tâche 2.3:</u> <ul style="list-style-type: none"> - Études ponctuelles (en cas de besoin). - Plan de Suivi des Dispositions Environnementales et Sociales (PSDES) (selon avancement du projet). - Plans de restauration des moyens de subsistance (selon avancement du projet). - Plans de gestion environnementales et sociales (PGES) (selon avancement du projet). - Rapports périodiques de suivi environnemental et social (selon avancement du projet). - Bilans finaux (environnementaux, sociaux, etc.) (selon avancement du projet).
Sous-tâche 2.4 : Soutien à la gestion financière du projet	1-40	<u>Livrables Sous-tâche 2.4 :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Rapports et états financiers (tous les 3 mois) - Documentation des paiements (Mois 3) - Audit externe annuel (chaque année, mois 12)
Sous-tâche 2.5 : Mise en œuvre du Plan d'Action Genre	1-36	<u>Livrables Sous-Tâche 2.5 :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Sessions de formation et sensibilisation (Mois 12) - Études de marché et analyses sectorielles (Mois 12) - Améliorations des processus institutionnels (Mois 18) - Politiques améliorées et mécanismes de retour d'information (Mois 24) - Rapport d'impact environnemental et social (Mois 30) - Rapports de suivi et évaluation (tous les 6 mois)
TACHE 3 : RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'ANEF, DES DRANEF(S) ET DPANEF(S)	1-24	
Sous-tâche 3.1 : Formations	6	<u>Livrables Tâche 3 :</u>

Composante / Tâche	Période d'implémentation (N° mois)	Livrables
Sous-tâche 3.2 : Échanges d'expertise technique sur site	12	<ul style="list-style-type: none"> - Évaluation des besoins de formation (Mois 5) - Plan de formation et de renforcement des capacités (Mois 6) - Dispense de formation et missions (Mois 12)
Sous-tâche 3.3 : Renforcement des capacités	6	
Sous-tâche 3.4 : Missions d'échanges au Maroc et à l'étranger	12	
TACHE 4 : COORDINATION	1 - 40	
Sous-tâche 4.1 : Coordination avec les assistances techniques	1-40	<u>Livrables Tâche 4 :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Rapports de coordination des sous-projets (Mois 12) - Rapports de concertation et partage d'informations (Mois 12) - Indicateurs de suivi communs (Mois 12) - Plan de communication unifié (Mois 18) - Diagnostic des actions en cours (Mois 24) - PAG (Mois 30)
Sous-tâche 4.2 : Concertation opérationnelle	1-40	
Sous-tâche 4.3 : Partage d'information et suivi	1-40	
Sous-tâche 4.4 : Plan de communication unifié	1-40	
TACHE 5 : APPUI AU DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DU PROJETS ET DES FILIERES	1 - 40	
Sous-tâche 5.1 : Bassin Versant	1-40	<u>Livrables Tâche 5 :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Plan National d'Aménagement des Bassins Versants (PNABV) : Des rapports d'expertises techniques ciblées portant sur les volets non pris en charge par les autres partenaires. - Reforestation : Un document de référence définissant une typologie opérationnelle des stations de reforestation et un guide technique proposant, pour chaque type de station identifié, les itinéraires techniques de reforestation les plus adaptés pour améliorer les taux de réussite des plantations en vue d'atteindre les objectifs escomptés de la stratégie Forêts du Maroc. - Biodiversité et écotourisme (selon avancement du projet). - Risques climatiques et environnementaux : rapports globaux d'appui technique (selon l'avancement du projet) - Aquaculture (rapports globaux d'appui technique) (selon avancement du projet). - Filières forestières (rapports globaux) (selon avancement du projet).
Sous-tâche 5.2 : Reforestation		
Sous-tâche 5.3 : Risques climatiques et environnementaux	1-40	
Sous-tâche 5.4 : Biodiversité et écotourisme	1-40	
Sous-tâche 5.5 : Aquaculture	1-40	
Sous-tâche 5.6 : Filières forestières	1-40	
TACHE 6 : SOUTIEN A LA DIVERSIFICATION DES SOURCES DE REVENUS DE L'ANEF	1-24	
Sous-tâche 6.1 : Monétisation des services environnementaux	1-12	<u>Livrables Tâche 6 :</u>

Composante / Tâche	Période d'implémentation (N° mois)	Livrables
Sous-tâche 6.2 : Développement de l'écotourisme responsable	1-12	- Plan d'affaires de l'ANEF (Mois 12) - Stratégie d'écotourisme (Mois 12)
Sous-tâche 6.3 : Études de marché et partenariats public-privé (PPP)	1-12	- Étude sur la monétisation des services environnementaux (Mois 12)
Sous-tâche 6.4 : Valorisation des produits du terroir et de l'artisanat local		- <i>Étude sur les opportunités de PPP et entrepreneuriat</i> - Etudes de Valorisation des produits du terroir et de l'artisanat local (Mois 12)
Sous-tâche 6.5 : Développement de l'entrepreneuriat aquacole et structuration de la filière	1-12	- Etude sur l'entrepreneuriat aquacole et la structuration des filières (Mois 12)
Rapports à établir		Comme prévu à la section 7 – Rapports à établir selon le présent cahier des charges

4.3 Gestion du projet

4.3.1 Organe chargé de la gestion du projet

La Banque européenne d'investissement, au travers de sa division Sélection des Consultants et Gestions des Contrats (CPCM) agira en qualité de pouvoir adjudicateur et sera responsable de la gestion de cette opération d'AT.

4.3.2 Structure de gestion

Pouvoir adjudicateur

Au sein de la Banque européenne d'investissement, la Direction des projets (PJ) et la Direction Monde (GLO) ou, le cas échéant, la Direction Gestion et restructuration des transactions (PMM), sont chargées de la gestion et du suivi technique du contrat. L'Unité Sélection des Consultants et Gestions des Contrats (CPCM) est responsable des questions contractuelles et administratives.

Promoteur

Le Promoteur est l'ANEF du Royaume du Maroc qui devra nommer le personnel qualifié au sein d'une UGP avec des capacités et des responsabilités suffisantes pour l'exécution du Projet. Le Maître d'ouvrage du Projet est l'ANEF. Certaines responsabilités dont la passation de marchés et le suivi des travaux sont déléguées aux DRANEF(s). Les Maîtres d'œuvre (architecte, bureau d'études, ingénieurs conseillers et études) seront désignés à la suite d'un marché par appel d'offres. Les responsabilités de la gestion du Projet sont partagées comme suit entre l'UGP et les DRANEF(s).

Contractant

Le Consultant doit désigner, au sein du personnel de son siège, **un directeur d'opération d'AT qui sera investi de l'autorité requise pour signer le contrat, engager les ressources nécessaires et assumer l'entière responsabilité de la performance de l'équipe de consultants. Le directeur de l'opération d'AT doit avoir au moins cinq ans d'expérience à un poste de responsabilité et parler couramment le français (le CV doit être joint).**

Le Comité de pilotage présidé par le Promoteur sera coordonné par le Consultant. Le Président de ce Comité sera également le point focal de la Mission. La constitution de ce Comité de pilotage a fait l'objet d'une décision approuvée par la BEI avant le premier déboursement.

Délégation de l'Union européenne

Le Consultant devra également entrer en contact avec la délégation de l'Union européenne dans le pays bénéficiaire. Les dispositions et les procédures relatives à ces contacts seront étudiées avec le pouvoir adjudicateur en début de mission.

4.3.3 Moyens à mettre à disposition par le pouvoir adjudicateur et/ou d'autres intervenants

Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur fournira au Consultant, s'il en fait la demande, toutes les informations pertinentes dont il dispose au sujet de l'opération d'AT et qui ne sont pas couvertes par des accords de confidentialité ; en outre, il coopérera sans réserve avec le Consultant pour l'obtention des meilleurs résultats possibles.

Promoteur

Le Promoteur s'engage à ce que ses collaborateurs coopèrent en toute occasion avec la Banque et le Consultant pour la réalisation de l'AT. Le Promoteur fournira sans délai au Consultant les informations et les documents qui sont à sa disposition et qui peuvent être pertinents et nécessaires pour la mise en œuvre de l'AT. Ces documents seront rendus au promoteur à la fin de l'opération d'AT.

Le Consultant peut s'adresser au Promoteur pour obtenir le texte des lois, réglementations et informations locales pouvant avoir une incidence sur les obligations qui lui incombent au titre du contrat de services dans le pays où les prestations doivent être fournies.

Le Consultant peut être exempté de taxes directes et indirectes au Royaume du Maroc du fait du financement du projet à travers les fonds de la Commission Européenne. Le Consultant devrait vérifier que cette exemption de taxes s'applique à ses activités avec le Gouvernement du Royaume du Maroc. Le Promoteur sera capable d'appuyer le Consultant lors de ses démarches administratives relatives à son établissement au Maroc. La BEI n'a pas d'influence à ce sujet.

La BEI bénéficie d'exemption de TVA sur ses achats dans les Etats Membres de l'Union Européenne. Ainsi, les activités du Consultant effectuées à l'intérieur de l'Union Européenne (par exemple, son bureau central) peuvent-être exemptes de TVA.

Sous réserve des dispositions de la législation et de la réglementation nationales relatives aux travailleurs étrangers, le promoteur fera de son mieux pour que les collaborateurs du consultant et les personnes à leur charge obtiennent les visas et autorisations requises, y compris les permis de travail et de séjour.

5. LOGISTIQUE ET CALENDRIER

5.1 Lieu du projet

Le lieu principal de la Mission est le Royaume du Maroc (le « **Lieu d'affectation** »). Le Consultant sera libre de choisir le lieu exact à partir duquel il réalisera ses prestations au Maroc mais il devra se situer à proximité des bureaux du Promoteur. Dans tous les cas, L'ANEF pourra mettre à sa disposition un local / bureau au sein de son administration. Des réunions, dans la mesure du possible à Rabat dans les locaux du Promoteur, ainsi que des visites de site sont à prévoir.

Le Consultant devra visiter les sites à analyser pour la sécurisation des terrains et ceux choisis pour les lieux d'implantation possibles, disséminés à l'intérieur d'une liste de 4 DRANEF(s).

Afin de réduire les déplacements des experts, le Consultant pourrait être amené à ouvrir un ou deux bureaux secondaires à proximité des lieux d'activités. Cela se fera sur simple demande du promoteur et après validation de la BEI (les DRANEF concernées pourront mettre à la disposition de l'AT des locaux bureaux au sein de leurs administrations).

La durée des missions décentralisées sera fonction du nombre de sous-projets prévus et de leur calendrier. Le Consultant devra assister les personnels des DRANEF(s) et les membres de l'UGP dans le suivi des travaux.

Tous les frais de déplacement et autres frais liés aux missions sur le terrain (dans la limite du Lieu d'affectation), ainsi que tous les moyens nécessaires à la parfaite et complète exécution de la présente AT doivent être inclus dans les honoraires des experts. La localisation exacte des sites sera déterminée dans l'Etude Préparatoire.

Le Consultant pourrait être amené à voyager dans d'autres pays de la région ou d'Europe avec des membres de l'ANEF et/ou du MEF, pour promouvoir l'expérience marocaine mais aussi exposer les responsables marocains à d'autres systèmes. L'organisation et le remboursement des coûts associés à cette activités se feront dans le cadre du budget des dépenses accessoires, comme indiqué dans la section 6.6 ci-après.

5.2 Date de début et période mise en œuvre

Le démarrage de l'AT est estimé à septembre 2026 pour une durée de **40 mois** à partir de cette date. Se reporter aux articles 4 et 5 des conditions particulières pour la date de début réelle et la période de mise en œuvre.

6. BESOINS

6.1 Ressources humaines

Le Consultant doit fournir les ressources humaines appropriées (en termes d'expertise et de durée), afin d'achever efficacement toutes les activités requises dans le cadre de cette opération d'AT et d'atteindre les objectifs général et particuliers de son contrat en termes de temps, coûts et qualités.

Il convient de noter que les fonctionnaires et autres membres du personnel de l'administration publique du pays bénéficiaire ne peuvent pas être recrutés comme experts, sauf si l'autorisation préalable du pouvoir adjudicateur a été obtenue, au cas par cas.

La justification doit figurer dans l'offre. Elle doit comporter une explication relative à la valeur ajoutée apportée par l'expert concerné ainsi que la preuve de son détachement ou de son congé pour raisons personnelles.

6.1.1 Experts principaux

Le rôle des experts principaux dans l'exécution du marché est crucial. Ces termes de référence définissent les profils requis pour les experts principaux. Le soumissionnaire doit fournir une déclaration d'exclusivité et de disponibilité pour les experts principaux suivants :

Expert principal 1 : Chef d'équipe – Ingénieur sénior (Minimum 670 jours ouvrables)

Qualifications et compétences

- ▶ Diplôme universitaire de niveau Master ou équivalent dans un domaine pertinent (génie civil, génie rural ou forestier, environnement) ; *une formation de troisième cycle (Doctorat ou équivalent) serait un atout.*
- ▶ Maîtrise du français écrit et parlé essentielle ; *la connaissance de l'arabe (marocain) serait un atout.*

Expérience professionnelle générale

- ▶ Minimum dix (10) ans d'expérience dans le secteur forêt-environnement, avec une expertise confirmée dans des projets similaires.

Expérience professionnelle spécifique

- ▶ Une (1) expérience d'au moins trois (3) ans en tant que chef d'équipe ou à un poste de direction dans des projets/programmes de gestion (public ou privé).
- ▶ Une (1) expérience dans un rôle de gestion ou d'encadrement dans des projets similaires financés par des Institutions Financières Internationales (IFI) ou des donateurs au cours des dix (10) dernières années.
- ▶ Au moins cinq (5) ans d'expérience internationale, *de préférence dans la région MENA.*
- ▶ Une (1) expertise de minimum cinq (5) ans dans la gestion de projets conservation et d'aménagement forestier/biodiversité.
- ▶ Une (1) expérience en renforcement des capacités institutionnelles, de préférence dans le domaine des ressources naturelles

Expert principal 2 : Spécialiste sénior en Passation des Marchés Publics (minimum 345 jours ouvrables)

Qualifications et compétences

- ▶ Diplôme universitaire de niveau licence/Bachelor's (ou équivalent) en droit, passation de marchés, ingénierie, économie ou domaine connexe ; *une maîtrise ou une formation spécialisée en génie rural, forestier ou environnemental serait un avantage.*
- ▶ Maîtrise du français et de l'arabe écrit et parlé essentielle ; *la connaissance du berbère ou de l'arabe marocain serait un atout.*

Expérience professionnelle générale

- ▶ Dix (10) ans d'expérience dans la gestion des marchés publics et le suivi de projets.

Expérience professionnelle spécifique

- ▶ Cinq (5) ans d'expérience dans la gestion des marchés publics pour des projets financés par des IFI (par exemple Banque Mondiale, BERD, BAD, KfW, AFD) et/ou de projets devant se conformer avec les directives de l'UE ou de la BEI.
- ▶ Trois (3) ans d'expérience récente dans la rédaction de plans de passation de marchés, l'élaboration de stratégies de passation de marchés, la rédaction de termes de référence et la sélection de consultants pour des projets financés par des IFI.
- ▶ Une (1) expérience avec la gestion des marchés selon les procédures des IFI et la FIDIC ; *une (1) expérience implémentée selon les procédures de la BEI serait un avantage.*
- ▶ Trois (3) ans d'expérience dans le secteur environnemental, idéalement dans des projets de conservation et/ou de gestion durable des forêts.
- ▶ Deux (2) ans d'expérience dans la passation de marchés publics pour des projets dans le secteur environnemental, *de préférence dans la région MENA.*

Expert principal 3 : Expert sénior en Genre (minimum 100 jours ouvrables)

Qualifications et compétences

- ▶ Diplôme universitaire de niveau Master (ou équivalent) en études de genre, sciences sociales, sciences politiques, économie, sylviculture, agriculture ou domaine pertinent.
- ▶ Maîtrise du français et de l'anglais écrit et parlé essentielle ; *la connaissance de l'arabe (marocain) serait un avantage.*

Expérience professionnelle générale

- ▶ Minimum dix (10) ans d'expérience dans l'intégration de l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes, ainsi que dans la formulation de stratégies pour des projets dans le domaine de la bioéconomie.
- ▶ Huit (8) ans d'expérience dans des contextes internationaux, dont trois (3) ans dans la région MENA.

Expérience professionnelle spécifique

- ▶ Une (1) expérience dans la gestion et la direction d'équipes incluant des missions à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes.
- ▶ Au moins sept (7) expériences dans la mise en œuvre d'assistance technique intégrant la dimension genre, notamment dans des projets d'investissement.
- ▶ Au moins cinq (5) expériences de collaboration avec des IFI sur des projets liés à l'égalité hommes-femmes.

Expert principal 4 : Expert sénior en Climat, Environnement et Social (minimum 150 jours ouvrables)

Qualifications et compétences

- ▶ Diplôme universitaire de niveau Licence/Bachelor's (ou équivalent) en sciences de l'environnement, sciences sociales ou ressources naturelles, ou équivalent ; *une maîtrise (Master) ou un doctorat serait préférable.*
- ▶ Maîtrise du français écrit et parlé essentielle ; *la connaissance de l'arabe marocain serait un avantage.*

Expérience professionnelle générale

- ▶ Dix (10) ans d'expérience dans les domaines du climat, de l'environnement, du changement climatique et de l'évaluation sociale dans des projets forestiers ou liés à la gestion des ressources naturelles, *de préférence au Maroc ou dans le Maghreb.*

Expérience professionnelle spécifique

- ▶ Cinq (5) ans d'expérience dans l'identification de technologies adaptées et la mise en œuvre de projets dans le secteur forestier.
- ▶ Au moins deux (2) expériences dans des projets ou études liés à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique (sylviculture, agroécologie, agroforesterie, bioéconomie, etc.).
- ▶ Au moins deux (2) expériences dans la réalisation d'évaluations environnementales (EES, EIE), de projets liés à la biodiversité ou à la certification forestière.
- ▶ Une (1) expérience dans des missions en évaluation de l'impact social (SIA), des plans d'engagement des parties prenantes (SEP), des évaluations foncières, des garanties sociales et/ou des normes du travail dans le secteur forestier ou bioéconomique, avec une expérience en gestion de conflits et mécanismes de règlement des griefs.
- ▶ Une (1) expérience auprès d'IFI ou de banques multilatérales (BEI, AFD, BERD, KfW, BM, BAD, etc.) dans des missions d'évaluation de projets.

6.1.2 Experts non principaux

Le Consultant devra fournir le nombre total de jours de travail et préciser le nombre d'experts ayant une expérience nationale et internationale.

Les curriculum vitae des experts non principaux ne sont pas inclus dans l'offre mais le soumissionnaire devra démontrer, en fournissant des explications sur la manière dont ces experts non principaux peuvent être sélectionnés et mobilisés, qu'il a accès à des experts ayant le profil requis.

Le Consultant choisit et engage les experts non principaux selon les profils correspondant aux exigences mentionnées dans l'« Organisation et méthodologie » et/ou les présents termes de référence. Il doit indiquer clairement leur profil afin de définir clairement les honoraires applicables dans le budget ventilé.

Tous les experts doivent être indépendants et n'avoir aucun conflit d'intérêt dans les responsabilités qui leur incombent.

Le profil des experts non principaux (confirmés/débutants) doit être clairement défini afin de pouvoir déterminer les honoraires à appliquer. Pour les besoins du présent contrat, la classification des experts (confirmés/débutants) est à l'entière discrétion du Consultant. Celui-ci doit toutefois en informer le pouvoir adjudicateur lors de la demande d'approbation des experts, à des fins de gestion du contrat.

Les procédures suivies par le Consultant pour le recrutement des autres experts doivent être transparentes et reposer sur des critères définis au préalable, notamment les qualifications professionnelles, les compétences linguistiques et l'expérience professionnelle. Les conclusions du jury de sélection seront consignées par écrit. Les experts retenus seront soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur et de l'ANEF avant de commencer à mettre les tâches en œuvre.

Les profils indicatifs définis pour les autres experts participants sont les suivants :

- Ingénieur forestier, agronome, génie rural ou génie civil
- Techniciens en génie civil ou forestier
- Experts dans des domaines spécifiques selon les besoins (SIG, hydrologie, socio-économie, juridique, communication, etc.)

6.1.3 Personnel de soutien et appui technique

Le Consultant fournit tout le personnel d'exécution (administrateurs, secrétaires et interprètes ; aide du siège, chauffeurs, etc.) dont il a besoin pour s'acquitter de ses obligations contractuelles. Le coût de ce personnel est compris dans les honoraires des experts.

Le coût des services d'appui que sont la logistique et le support de gestion (y compris l'activité du directeur de l'opération d'AT désigné par le consultant) est couvert par les honoraires des experts.

L'offre soumise par le consultant doit décrire les modalités relatives à la fourniture de personnel et aux services d'appui.

Il convient de noter que le personnel de soutien/d'appui ne peut être recruté en qualité d'expert pour des missions de courte ou de longue durée tout en continuant d'occuper son

poste d'origine. Les deux responsabilités doivent rester séparées et ne pas être « budgétées » en double dans le projet.

6.2 Voyages et coûts annexes

Les transports internationaux (mobilisation et démobilisation) et locaux des experts principaux et non principaux et les coûts associés (véhicules avec chauffeurs si nécessaire, per diem etc...) doivent être inclus dans les honoraires des experts.

6.3 Bureaux

Le Consultant doit mettre à la disposition de chaque expert engagé dans le cadre du marché un bureau de 10 mètres carrés environ, d'un niveau correct. Pendant toute la durée de la mission, les bureaux doivent être raisonnablement accessibles par téléphone, télécopieur et messagerie électronique. Les frais de bureau sont couverts par les honoraires des experts.

Le Promoteur pourrait aussi mettre à la disposition du consultant dans le cadre du marché un local d'un niveau correct. Pendant toute la durée de la mission, les bureaux seront raisonnablement accessibles par téléphone, télécopieur et messagerie électronique.

6.4 Installations et équipement mis à disposition par le consultant

Le coût des installations et des équipements mis à disposition par le Consultant doit être inclus dans les honoraires des experts. Le Consultant doit veiller à ce que les experts disposent du matériel nécessaire et de ressources satisfaisantes, notamment en matière d'administration, de secrétariat et d'interprétation, pour pouvoir se consacrer pleinement à leur mission. Il doit également transférer les fonds nécessaires au financement des activités prévues au titre du marché et s'assurer que le personnel est rémunéré régulièrement et en temps voulu.

6.5 Bien d'équipement

Aucun bien d'équipement ne sera acheté pour le compte du pouvoir adjudicateur/du pays partenaire au titre du présent marché de services, ni transféré au pouvoir adjudicateur/promoteur à la fin du contrat. Tout bien d'équipement qui devra être acheté par le Promoteur pour les besoins du marché fera l'objet d'une procédure d'appel d'offres de fournitures distincte.

6.6 Dépenses accessoires

La provision pour dépenses accessoires couvre les dépenses secondaires et exceptionnelles éligibles encourues dans le cadre du présent contrat. Elle ne peut pas être utilisée pour couvrir les coûts incombant au consultant au titre de ses honoraires, tels que définis ci-dessus. Son utilisation est régie par les conditions générales et les notes du formulaire du Budget qui fait partie du contrat.

Elle couvre notamment :

- Les frais de déplacement et les indemnités de séjour versés pour des missions effectuées, en dehors du lieu d'affectation (le Royaume du Maroc), dans le cadre du présent marché, y compris pour les formations à l'étranger, comme indiqué dans la section 5.1 du présent cahier des charges.
- Les frais associés à l'implémentation des formations, autre que ceux à l'étranger : les coûts liés à l'organisation de séminaires et d'activités de formation spécifiés dans le présent cahier des charges, c'est-à-dire la location de salle et d'équipement connexe, les frais éventuels de transport des bureaux du promoteur jusqu'au lieu de formation au Maroc, l'hébergement des participants si nécessaire, les frais de repas et de collations, le matériel didactique consommable pour les participants, l'interprétation, les frais d'impression et de publication de manuels et de guides, les frais de traduction de documents, etc. Les formations seront à planifier en fonction des besoins identifiés par le Consultant (formations possibles : passation des marchés, gestion des projets de construction et forestiers, bioclimatique, santé/sécurité des ouvriers sur les chantiers de construction etc...)
- Frais liés à la mise en œuvre des activités de communication : ces frais incluent les frais relatifs aux éléments de communication générale du projet (communiqués de presse, flyers, capsules, ...). : les dépenses en communication incluent les éventuels frais de location de salle, la rémunération d'intervenants additionnels (autres que les membres de l'équipe du Consultant comme les formateurs), les dépenses pour les boissons et les repas, mais ne peuvent pas inclure de dépenses hôtelières sauf pour des raisons exceptionnelles, et avec accord préalable de la BEI.

- Tout autre dépense jugée nécessaire pour atteindre les objectifs de la Mission, et approuvée par la BEI.

La provision pour Dépenses Accessoires s'élève à **250 000 euros** pour le présent marché (dont 150 000 euros pour les formations, y inclus 50 000 euros maximum pour les formations à l'étranger).

Ce montant doit être inclus sans modification dans le budget ventilé.

L'autorisation préalable de la BEI est nécessaire pour l'utilisation de la provision pour Dépenses Accessoires.

6.7 Vérification des dépenses

La provision pour vérification des dépenses concerne les honoraires de l'auditeur qui a été chargé d'effectuer la vérification des dépenses dans le cadre du marché afin de procéder aux versements de préfinancement le cas échéant et/ou aux paiements intermédiaires.

La provision pour vérification des dépenses s'élève à **18 000 euros**. Ce montant doit être inclus sans modification dans le budget ventilé.

Cette provision ne peut pas être diminuée mais peut être augmentée pendant l'exécution du contrat.

7. RAPPORTS

7.1 Rapports obligatoires

En sus des documents, rapports et résultats qui pourraient être précisés au titre des missions et responsabilités de chaque expert principal (voir section 4.2), le Consultant doit fournir les rapports d'activités suivants :

Intitulé du rapport	Contenu	Délai de soumission
Rapport initial	Analyse de la situation existante et plan de travail pour le projet et les services	Au plus tard 2 mois après le début de la mise en œuvre
Rapports d'étape trimestriels	Brève description des progrès (techniques) y compris les problèmes rencontrés ; travaux prévus pour les 3 prochains mois.	Au plus tard un mois après la fin de chaque période de mise en œuvre de trois mois.
Rapport intérimaire sur l'état d'avancement (semestriel)	Brève description des progrès (techniques et financiers) y compris les problèmes rencontrés ; travaux prévus pour les six prochains mois accompagnés d'une facture et d'un rapport de vérification des dépenses.	Au plus tard un mois après la fin de chaque période de mise en œuvre de six mois.
Projet de rapport final	Brève description des réalisations, y compris les problèmes rencontrés et les recommandations.	Au plus tard un mois avant la fin de la période de mise en œuvre.
Rapport final	Brève description des réalisations, y compris les problèmes rencontrés et les recommandations ; une facture finale et le rapport financier accompagnés du rapport de vérification des dépenses.	Dans un délai d'un mois à compter de la réception des commentaires sur le projet de rapport final du gestionnaire de projet identifié dans le contrat.

Les rapports mentionnés ci-dessus devront inclure :

- **Rapport préliminaire** à fournir trois (3) mois après le début de la mise en œuvre du marché. Le Consultant doit indiquer dans le rapport, par exemple, les premières constatations, les progrès enregistrés dans la collection des données, les difficultés rencontrées et/ou prévues en complément au programme de travail et la mobilisation du personnel. Il confirme les buts

poursuivis par le présent contrat d'assistance technique. Si des modifications quelconques du cahier des charges original sont proposées parce que les conditions sur place ne sont pas exactement celles prévues, ces modifications doivent faire l'objet d'une discussion avec le pouvoir adjudicateur et le promoteur, qui devront donner leur accord de principe avant la présentation du rapport.

Ce rapport décrira les modalités de mise en place envisagées par le Consultant, le personnel qu'il utilisera, la localisation de la base opérationnelle, ainsi que la démarche qu'il propose pour la réalisation du projet, compte tenu de la situation constatée au début de la mission. Le document présentera également un programme de travail détaillé indiquant les activités qui seront conduites jusqu'à l'achèvement de l'opération d'AT, un autre programme détaillé pour les activités interdépendantes, séquentielles et complexes, ainsi qu'une matrice de planification de projet validée. Les produits contractuels attendus, qui sont mentionnés dans le cahier des charges, doivent être clairement désignés, ainsi que les jalons éventuels, les moyens à mettre en œuvre (ressources humaines et autres) étant à confirmer par les contreparties bénéficiaires. Les contributions destinées à appuyer les activités essentielles dans chaque pays bénéficiaire devront être définies au terme d'une évaluation approfondie des besoins, compte tenu de la situation sur le terrain.

- **Les rapports mensuels / trimestriels** contiennent un descriptif succinct de l'état d'avancement technique du projet ; ils indiquent également les avancées techniques attendues pour la période suivante, recensent les questions non réglées qui risquent d'entraîner des retards ou des surcoûts et décrivent les effectifs du consultant et leur déploiement pendant la période couverte par le rapport.
- **Les rapports intérimaires** semestriels contiennent une section descriptive et une section financière. Ils décrivent succinctement l'état d'avancement technique du projet ; ils indiquent également les avancées techniques attendues pour la période suivante, recensent les questions non réglées qui risquent d'entraîner des retards ou des surcoûts ; Ils décrivent les effectifs du Consultant et leur déploiement pendant la période couverte par le rapport et recensent l'ensemble des dépenses accessoires pour cette période, avant d'indiquer le niveau de dépenses correspondant à la provision pour vérification des dépenses.

Ces rapports intérimaires doivent fournir des informations sur l'avancement du projet durant la période considérée, afin de faciliter le suivi des activités et des résultats. Ils doivent distinguer, d'une part, les activités achevées/les résultats obtenus et, d'autre part, les activités toujours en cours, et ce pour permettre une évaluation claire du projet. Le rapport rendra également compte des activités liées aux missions de conseil de courte (et inclura les annexes techniques si applicable).

Le Consultant doit prendre note du fait, que, selon les provisions des Conditions Générales du Contrat, les rapports intérimaires doivent représenter la base d'un paiement intérimaire qui doit avoir lieu, en principe 45 jours après réception de la facture y afférente.

La facture doit être envoyée au chargé d'opérations d'assistance technique et à glo-cpcm-disbursements@eib.org seulement après approbation du rapport intermédiaire correspondant.

Par ailleurs, toutes les factures (sauf la demande de préfinancement) doivent être accompagnées des documents suivants :

- Un rapport financier intermédiaire, joint au rapport intermédiaire couvrant la période de référence de 6 mois et contenant les détails relatifs aux jours travaillés par les experts et aux dépenses accessoires ;
 - Un rapport de vérification des dépenses (incluant la facture de l'auditeur sur laquelle doit figurer la description des services facturés et la période couverte par les services) tel que défini à l'article 28 des Conditions Générales et conformément au modèle en Annexe VII du contrat ;
 - L'approbation écrite de la BEI envoyée par le/la chargé(e) d'opérations d'assistance technique relatives à l'approbation des rapports mentionnés ci-dessous.
- **Projet de rapport final.** Ce rapport sera soumis au plus tard un mois avant la fin de la période de mise en œuvre du contrat. Il contient une section descriptive et doit notamment :
 - Décrire le stade d'avancement global du projet, avec une étude critique des principaux problèmes ayant pu survenir pendant sa réalisation ;
 - Décrire la situation et les résultats de l'assistance fournie à chaque bénéficiaire du projet ;

- S'accompagner (en annexe) d'un rapport global sur la formation ;
- Présenter les recommandations éventuelles du Consultant pour améliorer la conception et la réalisation d'activités similaires futures.

Le rapport détaillera suffisamment les différentes options pour permettre une prise de décisions éclairées sur les recommandations faites. Les analyses détaillées sur lesquelles se fondent les recommandations seront annexées au rapport principal.

- **Rapport final** avec les mêmes spécifications que le projet de rapport final, incluant tous les commentaires sur le projet de rapport, reçus des parties concernées. Le rapport final sera fourni au plus tard dans 15 jours après la réception de l'approbation du projet de rapport final.

Tous les rapports seront rédigés dans un français courant, concis et clair. Ils seront présentés au format A4. Les feuilles de calcul et les tableaux destinés aux rapports seront au format A3 (taille maximale). L'origine des fichiers doit apparaître clairement dans l'en-tête ou le bas de page. Une liste des interlocuteurs clés doit figurer dans les rapports. La page de titre doit mentionner l'intitulé du projet, son code ou sa référence, le titre du rapport, sa date de publication, la période couverte ainsi que le nom et l'adresse du Consultant. **En début de mission, le pouvoir adjudicateur indique au Consultant la structure recommandée pour les rapports.** Le Consultant peut s'en écarter, sous réserve d'avoir l'accord du pouvoir adjudicateur.

7.2 Présentation et approbation des rapports

L'approbation de ces rapports incombe au pouvoir adjudicateur après consultation avec le Promoteur. Le Consultant doit informer le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les rapports ont été transmis aux autres destinataires. Il est à noter que le Promoteur fournira des commentaires sur chaque rapport reçu dans les 2 semaines après leur soumission. Le Promoteur peut demander une extension d'une semaine au plus. Après cette période, la BEI estimera que le Promoteur n'a pas de commentaires sur le rapport ; le rapport sera alors soumis pour approbation par la BEI.

Au sujet des procédures et délais applicables pour l'approbation des rapports, se reporter à l'article 27.2 des conditions générales.

La version provisoire (projet) des rapports et livrables doit être envoyée par courrier électronique aux membres du personnel de la BEI en charge du suivi de l'opération d'AT dont les coordonnées seront précisées au cours de la réunion de démarrage. Après avoir pris connaissance des observations et avant de présenter officiellement la version définitive, le Consultant enverra à ces mêmes contacts la version révisée faisant apparaître les modifications apportées. Une fois le document validé par la BEI, la version finale sera diffusée comme suit :

- une version électronique aux membres du personnel de la BEI mentionnés ci-dessus, et
- une version électronique et 1 exemplaire papier adressés à l'ANEF.

7.3 Exigences de visibilité

Lors de la préparation de cette section, une attention particulière à la durabilité et à la diffusion des résultats obtenus dans le cadre du projet. Le contractant doit également se conformer au Manuel de visibilité de l'UE pour les actions extérieures (voir https://ec.europa.eu/international-partnerships/system/files/communication-visibility-requirements-2018_fr.pdf et avec le guide de l'utilisateur de la BEI sur l'utilisation du logo (uniquement disponible en anglais)



EIB_logo_UserGuide.
pdf

L'opération d'assistance technique est financée par un don de l'Union européenne au titre de la Facilité d'Investissement du Voisinage (FIV). Afin d'assurer la visibilité de l'UE, le drapeau de l'UE et le logo de la BEI doivent figurer sur la page de couverture des rapports produits dans le cadre du contrat d'assistance technique. **LE LOGO DE LA BEI NE PEUT ÊTRE UTILISÉ À D'AUTRES FINS.**

Le texte suivant doit également figurer dans tous les documents produits : « L'opération d'assistance technique est financée au titre de la plateforme d'investissement pour le voisinage de l'Union européenne. »

La clause de non-responsabilité suivante doit également être incluse : « Les auteurs assument l'entière responsabilité du contenu de ce rapport. Les avis exprimés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Union européenne et de la Banque européenne d'investissement ».

Le rapport contiendra enfin l'avertissement suivant : « Les auteurs assument l'entière responsabilité du contenu du présent rapport. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement l'avis de l'Union européenne et de la Banque Européenne d'Investissement. »

8. SUIVI ET ÉVALUATION

8.1 Définition d'indicateurs

Les indicateurs à utiliser pour la performance de l'AT sont inclus dans le cadre de résultats présenté en Annexe A. Les soumissionnaires peuvent fournir des indicateurs supplémentaires et leurs justifications.

Ces indicateurs devraient faire partie du suivi et de l'établissement de rapports réguliers, et a minima conjointement aux rapports intérimaires.

8.2 Annexes

ANNEXE A : Indicateurs de performance pour les projets dans les Parcs Nationaux

ANNEXE B : Cadre de résultats du projet financé par la BEI

ANNEXE C : Carte des parcs nationaux et répartitions des réserves de faunes au Maroc

Indicateurs de performance pour les projets dans les Parcs Nationaux**ANNEXE A : INDICATEURS DE PERFORMANCE POUR LES PROJETS DANS LES PARCS NATIONAUX**

Veuillez indiquer (quantifier) les résultats physiques du projet.

Nom et définition de l'indicateur	Valeur de référence (année)	Valeur cible (année)
Superficie des forêts restaurées (ha)		
Superficie des zones cœurs des parcs nationaux aménagées pour la conservation de la biodiversité (ha)		
Nombre d'opérations réalisées de réintroduction d'espèces faunistiques menacées d'extinction ou disparues		
Nombre des associations sylvopastorales bénéficiaires		
Nombre de coopératives bénéficiaires		
Nombre de femmes membres de coopératives ayant bénéficiés d'appui		
Superficie des zones reforestées (ha)		
Superficie des forêts faisant l'objet d'une amélioration sylvopastorale (ha)		
Nombre d'emplois créés désagrégué H/F		
Longueur des chemins forestiers créés ou entretenues (km)		

Indicateurs de performance pour les projets dans les Bassins Versants

Veuillez indiquer (quantifier) les résultats physiques prévus du projet.

Nom et définition de l'indicateur	Valeur de référence (année)	Valeur cible (année)
Superficie des forêts restaurées (ha)		
Superficie traitée contre l'érosion hydrique (ha)		
Nombre d'associations sylvopastorales bénéficiaires		
Nombre de coopératives bénéficiaires		
Nombre de femmes membres de coopératives ayant bénéficiés d'appui		
Volume des seuils installés (m3)		
Superficie des zones reforestées (ha)		
Superficie des forêts faisant l'objet d'une amélioration sylvopastorale (ha)		
Longueur des chemins forestiers créés ou entretenues (km)		
Nombre d'emplois créés désagrégué H/F		

ANNEXE B

Objectives & outputs	Results chain	Indicator	Unit of measure	Baseline (value & year)	Target (value & year)	Comment and/or methodology	Source of data
Impact (Overall objective) (The intermediate to long-term desired change) the intervention is expected to contribute to in the political, social, economic and/or environmental context)	Green Deal / Prevented and/or reduced environmental degradation Increased green and inclusive employment	SDG 15.1.1 Forest area as a proportion of total land area					
		SDG 15.1.2 Proportion of important sites for terrestrial and freshwater biodiversity that are covered by protected areas, by ecosystem type					
		SDG 8.5.2 Unemployment rate, by sex, age and persons with disabilities					
Outcome(s) (Specific objectives) (The short to medium term effects) the intervention aims to contribute to. Specific objectives will contribute to the achievement of the chosen Overall Objective(s)/Impact(s))	Outcome 1 Increased protection, sustainable use and restoration of biodiversity	1.1 Sustainable Management of Natural Resources	Number of ha	0 (2023)	Baseline Study (2028)	A baseline study will be conducted as the first task of the TA Consultant. It will confirm or adjust the baseline values and propose target values at project completion (2028).	Project promoter
		1.2 Forest area under an international certification scheme	Km2	0 (2023)	Baseline Study (2028)		Project promoter
	Outcome 2 Ecosystem services that benefit men and women are promoted	2.1 Number of ecotourism schemes improved or established by supported actors	Number	0 (2023)	Baseline study (2028)		Project promoter

Objectives & outputs	Results chain	Indicator	Unit of measure	Baseline (value & year)	Target (value & year)	Comment and/or methodology	Source of data
	Outcome 3 Inclusive Employment indirectly supported	3.1 Number of indirect FTE jobs supported disaggregated by sex, age, disability and country/region whenever relevant/possible	Number	[tbd by the ILO]	[tbd by the ILO]		ILO
Outputs (Delivered by the intervention. They will influence the achievement of the stated Specific Objectives/Outcomes)	Output 1 Improved deforestation-free and climate-smart ecosystem-based agricultural / livestock / fishing / forest management practices	1.1 Areas of terrestrial & freshwater ecosystems under (a) protection, (b) sustainable mngt, as a result of direct support of the investment	Km2	0 (2023)	Baseline study (2028)	A baseline study will be conducted as the first task of the TA Consultant. It will confirm or adjust the baseline values and propose target values at project completion (2028).	Project promoter
	Output 2 Strengthened capacities of sector institutions and public/private operators to enable / undertake / manage inclusive sustainable agriculture/biodiversity/forest investments or projects	2.1 Number of studies supported (technical, economic, environmental, gender)	Number	0 (2023)	Baseline study (2028)		Project promoter
		2.2 Number of actors supported, disaggregated as possible and relevant by type of organisation, type of strengthening, by served area / sector /target group	Number	0 (2023)	Baseline study (2028)		Project promoter
		2.3 Number of public and private actors reached out through investment support on opportunities for increased competitiveness and job creation from the green and circular economy	Number	0 (2023)	Baseline study (2028)		Project promoter
	Output 3 (cross-sector) Increased EU contribution to climate change and environment protection	3.1 Share of the investments contributing to: a. climate change (adaptation and mitigation)	%	0 (2023)	Baseline study (2028)		Project promoter

Objectives & outputs	Results chain	Indicator	Unit of measure	Baseline (value & year)	Target (value & year)	Comment and/or methodology	Source of data
		b. protecting biodiversity c. combating desertification d. protecting the environment (Aid to Environment)					
	Output 4 (cross-sector) Leverage effect	4.1 Ratio between the amount of reimbursable finance (by IFIs or other financiers) against the EU blending contribution.	ratio	0 (2023)	14,2 (2028)		EIB
	Output 5 (cross-sector) Multiplier effect	5.1 Ratio between the total investment (from IFI, public and private investors) against the EU blending contribution.	ratio	0 (2023)	16,4 (2028)		EIB
	Output 6 (cross-sector) Inclusive employment and incomes directly supported	6.1 Number of direct FTE jobs supported during construction phase disaggregated by sex, age, and disability where possible and relevant.	Number of FTE	0 (2023)	Baseline study (2028)	A baseline study will be conducted as the first task of the TA Consultant. It will confirm or adjust the baseline values and propose target values at project completion (2028).	Project promoter
		6.2 Number of direct FTE jobs supported and/or sustained during operation of the new infrastructure in national parks, disaggregated by sex, age, and disability where possible and relevant.	Number of FTE	0 (2023)	Baseline study (2028)		Project promoter
	Output 7 Increased access to financial services and products for innovative and sustainable investments by public actors	7.1 Number of public actors provided with access to loans and other financial services, disaggregated, where possible and relevant, by type of actor, type of intermediary, by region,	Number	0 (2023)	1 (2028)		EIB

Objectives & outputs	Results chain	Indicator	Unit of measure	Baseline (value & year)	Target (value & year)	Comment and/or methodology	Source of data
		area/sector, and by type of product (including traditional vs sustainability-related)					

